



UPVD
Universitat de Perpignan Via Domitia

UNIVERSITAT DE PERPINYÀ VIA DOMÍCIA
INSTITUT FRANCO-CATALÀ TRANSFRONTERER

CREC (EA 3681) – Centre de Recerca en Estudis Catalans
Centre de Recherche en Études Catalanes

**SOCIETAT, LLENGUA I ENSENYAMENT DEL CATALÀ
A CATALUNYA NORD**

***Société, langue et enseignement du catalan
en Catalogne Nord***

Tesi de doctorat presentada i defensada públicament a Perpinyà
Thèse de doctorat présentée et soutenue publiquement à Perpignan

4 desembre de 2009

Alà BAYLAC-FERRER

SYNTHÈSE EN FRANÇAIS

Jurat / Jury :

- Joan **BECAT**, Professeur, Université de Perpignan Via Domitia, directeur de thèse
- Jacky **CAILLIER**, Maître de conférence HDR, Université de Perpignan Via Domitia
- Josep **GONZALEZ-AGAPITO**, Professeur, Université de Barcelone, Président de la Section de Philosophie et Sciences Sociales de l'Institut d'Estudis Catalans
- Joan **PEYTAVÍ DEIXONA**, Professeur, Université de Perpignan Via Domitia
- Jean **SALLES-LOUSTAU**, Professeur, Inspecteur Général de l'Éducation Nationale pour les langues régionales
- Florian **VERNET**, Professeur, Université de Montpellier III, Formateur à l'ISLRF



UNIVERSITAT DE PERPINYÀ
INSTITUT FRANCO-CATALÀ TRANSFRONTERER

CREC – Centre de Recerca en Estudis Catalans
Centre de Recherche en Études Catalanes

**SOCIETAT, LLENGUA I ENSENYAMENT DEL CATALÀ
A CATALUNYA NORD**

***Société, langue et enseignement du catalan
en Catalogne Nord***

Tesi de doctorat presentada i defensada públicament a Perpinyà
Thèse de doctorat présentée et soutenue publiquement à Perpignan

4 de desembre de 2009

Alà BAYLAC-FERRER

SYNTHÈSE EN FRANÇAIS

Jurat / Jury :

- Joan **BECAT**, Professeur, Université de Perpignan Via Domitia, directeur de thèse
- Jacky **CAILLIER**, Maître de conférence HDR, Université de Perpignan Via Domitia
- Josep **GONZALEZ-AGAPITO**, Professeur, Université de Barcelone, Président de la Section de Philosophie et Sciences Sociales de l'Institut d'Estudis Catalans
- Joan **PEYTAVÍ DEIXONA**, Professeur, Université de Perpignan Via Domitia
- Jean **SALLES-LOUSTAU**, Professeur, Inspecteur Général de l'Éducation Nationale pour les langues régionales
- Florian **VERNET**, Professeur, Université de Montpellier III, Formateur à l'ISLRF

Sommaire

VOLUME 1

0 – Introduction et mise au point terminologique

I – L'identité catalane en Catalogne Nord

I.A.1 – Pourquoi parlons-nous de « Catalunya Nord » ?

I.A.2 – La représentation du département

I.A.3 – La région méconnue

I.B – Les symptômes de la catalanité aujourd'hui

II - La situation de la langue catalane

Parcours personnel

Éléments de démographie

II. A - Les cadres légaux du catalan dans les Pays Catalans

II. A. 1 – Le catalan officiel en Andorre

II. A. 2 – Le catalan coofficiel en Espagne

II. A. 3 – Le catalan protégé en Italie

II. A. 4 – Le catalan sans protection en Murcie et en France

II. B - Le cadre légal français

II.B.1 – Les bases historiques

II.B.2 – Les traités internationaux

II.B.3 – La constitution

II.B.4 – La loi sur l'emploi du français

II.B.5 – Législation, réglementation dans l'enseignement

a – Lois, *arrêtés*, décrets

b – Circulaires ministérielles

c – Circulaires académiques

d – Conventions

II. C – Éléments de sociolinguistique

La connaissance du catalan dans les Pays Catalans

Les étapes de la substitution

II.C.1 - Le catalan

II.C.1.a – Enquêtes générales

II.C.1.b – Enquêtes ponctuelles

II.C.1.c – Enquêtes à venir (IFCT, université, département)

- Connaissance et emploi par les étudiants de l'IFCT
- Connaissance et emploi à l'Université
- Connaissance et emploi en Catalogne Nord

II.C.1.d – Le catalan dans les médias de Catalogne Nord

II.C.1.e – Douleur de langue

II.C.2 – Autres langues

II.C.2. a – Basque

II.C.2. b – Breton

II.C.2.c – Corse

II.C.2.d – Occitan

II.C.3 – Évolution des mentalités

III - L'enseignement du catalan

III.A - L'enseignement du catalan dans les autres Pays Catalans

III.A.1 - Andorre

III.A.2 – Îles Baléares

III.A.3 – Pays Valencien

III.A.4 – Catalogne autonome

III.A.5 – Frange de Ponant

III.A.6 – L'Alguer

III.B - Histoire récente de l'enseignement du catalan en Catalogne Nord

III.B.1 – Le modèle linguistique

III.B.2 – Les premiers pas

III.B.3 – Les écoles catalanes associatives

III.C - Situation de l'enseignement du catalan

III.C.1 - Les chiffres de la demande

III.C.2 - Enseignement bilingue

III.C.3 - Enseignement extensif

a) en primaire

b) en secondaire

III.C.4 -Enseignement universitaire et formation des enseignants

VOLUME 2

IV - L'enseignement des langues régionales en France

IV.A – Dyslexie et bilinguisme

IV.B – Les dialectes d'oïl ne sont pas des langues régionales

IV.C – Allemand d'Alsace - Francique de Moselle

IV.D – Basque

IV.E – Breton

IV.F – Corse

IV.G – Flamand

IV.H – Franco-provençal / savoyard

IV.I. – Occitan

V - Propositions pour une politique linguistique du catalan en Catalogne Nord

V.A – L'emploi de la langue

a – Ville de Perpignan

b – Département

c – Catalanophonie

V.B – L'enseignement de la langue

VI – Bilan et perspectives

VII – Bibliographie

VIII – Annexes

IX – Table des illustrations

X – Table des matières

Tout au long de mon enfance et de mon adolescence j'ai ressenti une vive préoccupation pour la langue et l'identité de mon pays. Je m'en explique au début de la seconde partie de ce travail, avant d'entrer dans la description de la situation dans laquelle se trouve la langue catalane et son environnement social. Ce parcours familial, j'ai tenu à le placer comme un témoignage, comme l'exemple concret d'une personne ordinaire de la Catalogne Nord qui vit la langue, l'identité du pays et qui essaye d'agir sur le destin de cette langue. La trajectoire personnelle, cependant, s'arrête à la fin des études secondaires, une fois franchie la ligne du bac. Après cette étape incontournable pour pratiquement tous les jeunes citoyens français, je suis entré à l'université et ce moment coïncide précisément avec une étape nouvelle, celle du changement de langue. À partir de là, il m'a été possible de m'exprimer en catalan. Parce que j'ai perfectionné ma connaissance d'une langue connue de manière partielle dans le cadre familial¹ et parce que c'est à l'université, pour la première fois, que le cadre des études catalanes me fournissait un groupe social et un lieu qui permettaient, qui obligeaient à utiliser effectivement la langue catalane.

Une nouvelle vie commençait alors : celle de la mise en pratique de l'emploi du catalan au quotidien, en tant que langue normale et normalisée. Deux

¹ Il m'était impossible de m'exprimer en toute normalité en catalan à cause de l'interruption de la transmission familiale et du fait d'une maîtrise encore insuffisante de la langue soumise à un apprentissage scolaire clairement déficitaire.

dimensions nouvelles s'ouvrent à moi : la pratique de la langue et l'engagement pour que le catalan, à travers l'enseignement, puisse se développer dans un cercle de la société nord-catalane le plus large possible. J'avais alors, et j'ai encore aujourd'hui deux préoccupations principales qui se sont converties en objet d'analyse et d'étude du présent travail, la langue et son enseignement dans la société de Catalogne Nord.

Ces années d'études universitaires correspondent à la mise en place de l'enseignement supérieur et des diplômes de catalan en France¹, et en même temps elles sont pour moi des années d'apprentissage et d'application presque immédiate des acquisitions théoriques à travers la militance associative en faveur du catalan. Et ce n'est pas un hasard si je me suis inscrit en histoire et géographie. D'une part il était logique que je souhaite étudier l'histoire et le milieu du pays étant donné mon intérêt pour la langue et l'identité catalanes. Et d'autre part, comme pour bon nombre de celles et de ceux qui sont engagés dans la promotion de la langue, l'accès aux mécanismes de l'histoire et à la connaissance de l'héritage historique national de la Catalogne, occulté tout au long de la scolarité par les contenus nationalistes de l'éducation française, ne pouvaient que renforcer mon éveil à la réalité catalane et orienter mes inquiétudes vers un engagement plus profond en faveur de la langue combattue par la nation française.

Depuis ces années universitaires, je n'ai jamais abandonné cette idée presque obsessionnelle de travailler à la diffusion et à la défense d'une langue qui, chaque jour davantage, m'est apparue comme directement menacée. Jusqu'à ce que l'objet d'étude et de militance s'est changé d'abord en activité professionnelle, puis au fil du temps en objectif d'étude plus scientifique et approfondi, grâce à la possibilité qui m'a été donnée de collaborer puis de travailler à l'université.

Objet d'étude, le catalan a été durant quatre ans, de 1983 à 1986², un

¹ Le DEUG de catalan est créé en 1982, l'année qui précède l'obtention de mon bac. En 1983 je m'inscris en DEUG d'histoire et de catalan à l'Université.

² Je me suis inscrit à deux DEUG, celui d'histoire et celui de catalan. Le Diplôme d'études universitaires général était alors suivi d'une troisième année de licence. J'ai passé tout d'abord le

travail quotidien dans le cadre des cours du DEUG et de la licence. Perfectionnement de la langue¹, de la traduction, découverte et premiers travaux de sociolinguistique² et de dialectologie, étude de l'évolution historique de la langue, de l'histoire et de la géographie des Pays Catalans et la Catalogne Nord³, initiation au droit et à l'économie de la Catalogne Sud⁴. Tout était nouveau et d'autant plus passionnant que ces enseignements avaient leur illustration et leur application directe dans le milieu nord-catalan qui nous entourait, dans l'expression vivante des mentalités en pleine évolution avec l'horizon toujours présent des régions voisines des Pays Catalans.

Les années d'université ont été marquées également par deux évènements qui ont eu une influence directe aussi bien pour ma trajectoire personnelle que pour la présence du catalan dans la société de Catalogne Nord. Il s'agit de la tenue, en 1986, du Second Congrès International de la Langue Catalane⁵ et de la création à Perpignan d'une édition hebdomadaire du quotidien de Girona *El Punt*.

Le premier évènement a constitué une étape importante dans la consolidation de Perpignan en tant que partenaire des autres Pays Catalans. L'Université de Perpignan participa au Second Congrès en traitant le thème des médias. Il permit d'impliquer bon nombre d'étudiants du Département d'Études Catalanes dans une manifestation scientifique et catalaniste de premier ordre, en aidant à l'organisation, à la traduction des conférences, et permettant aussi que ceux-ci nouent des liens avec des jeunes et des professeurs du sud de la frontière. L'évènement permettait aussi aux institutions, aux politiques de

diplôme d'histoire et, la quatrième année, j'ai bouclé la licence de catalan, avant de m'inscrire, à plusieurs reprises, en maîtrise d'histoire sans jamais l'achever.

¹ Mes professeurs de langue catalane qui, de même, ont été les premiers à intervenir pour mettre en route les études et les diplômes de catalan à l'université de Perpignan, étaient Miquela Valls, Moisès Bernadach, Pere Verdager, Jordi Costa.

² Les **professeurs de sociolinguistique** étaient Domènec Bernardó et Gentil Puig-Moreno ; celui de dialectologie et de grammaire historique, Jordi Costa.

³ L'histoire était enseignée par Alícia Marcet Juncosa et Ramon Sala, la **géographie** par Joan Becat.

⁴ Entre autres professeurs qui sont intervenus pour les cours et les conférences de Connaissance de la Catalogne et des Pays Catalans : Enric Argullol, Antoni Bayona i Josep Maria Montaner.

⁵ Le **1^{er} Congrès Internacional de la Llengua Catalana s'était tenu en 1906 à Barcelone** ; il avait été l'occasion d'une première rencontre de représentants chercheurs et catalanophiles de tous les Pays Catalans, au moment de la Renaissance littéraire et

Catalogne Nord de concrétiser leurs discours catalanophiles en collaborations plus tangibles¹, sous les auspices des universitaires perpignanais qui, à ce moment-là, étaient les plus clairvoyants quant à l'intérêt de travailler à des retrouvailles inter catalanes.

En parallèle à l'occupation professionnelle, depuis la fin des années 1980, j'ai pris part aux actions de l'APLEC² et a à travers cette association à celles de la FLAREP³. La FLAREP est une structure fédérative⁴ qui a permis de partager les expériences entre différentes langues, de coordonner les efforts, d'échanger les informations et d'exercer une action auprès des décideurs et responsables éducatifs dans le but de développer l'enseignement bilingue en langue dite régionale.

Une autre implication personnelle dans le monde de l'enseignement et de la langue catalane, consiste à participer , depuis 1994, à l'Université Catalane d'Été (UCE) de Prada. Tout d'abord en tant qu'intervenant dans le cours de Ramon Gual, ensuite comme responsable de ce cours de Connaissance de la Catalogne Nord.

identitaire catalane.

¹ Sont intervenus au cours des conférences du **Segon Congrés Internacional de la Llengua Catalana** le président du Conseil Général Guy Malé, le maire de Perpinyà Paul Alduy et son adjoint aux Affaires Catalanes, Lluís Lliboutry.

² **L'APLEC** est l'Associació per a l'Ensenyament del Català (Association pour l'enseignement du catalan). Créée en 1983, elle a comme objet « d'assurer la promotion et la défense de l'enseignement du catalan et en catalan, d'être un lieu de réflexion et de propositions sur les méthodes, les moyens et les programmes de l'enseignement du catalan, de développer cet enseignement et de créer tous les moyens nécessaires à son expansion ». Elle réunit en son sein professeurs, étudiants et parents d'élèves.

³ La **FLAREP** est la *Fédération pour les langues régionales dans l'enseignement public*.

⁴ La FLAREP a ses statuts déposés au registre des associations du tribunal de Strasbourg, volume LVI n°15, el 13 septembre 1988 ; elle est régie par le Code Civil Local d'Alsace. Elle a comme objectifs : « le développement par l'Éducation Nationale et les autres ministères concernés des langues régionales dans l'enseignement public.

Pour ce faire :

- 1) elle recherche une concertation entre les associations membres ;
- 2) elle intervient auprès des différentes administrations ;
- 3) elle diffuse le plus largement possible une information sur ces questions et sur l'action qu'elle mène. ».

Objectifs

En avançant dans la réflexion de ce travail de recherche, j'ai d'abord pensé à établir de la manière la plus claire et la plus synthétique possible un bilan de la situation de la langue catalane, en tenant compte des divers aspects indissociables de l'état d'une langue, présent et futur : la dimension sociolinguistique, la dimension identitaire, la capacité réelle de l'enseignement à répondre à la demande des familles et aux besoins de la société nord-catalane pour garantir la transmission de la langue aux jeunes générations.

Il fallait donc nécessairement que cette synthèse mette en relation les réalités de notre sujet avec l'environnement direct : d'une part les autres régions concernées par les langues régionales en France, d'autre part les autres zones de l'ensemble des Pays Catalans. Pour ce second point, il est apparu évident qu'une langue minorisée comme l'est le catalan en Catalogne Nord, n'est pas isolée du corps principal de son aire linguistique, ni ne peut prétendre à suivre une dynamique séparée du tronc commun. L'étudier et prétendre pouvoir planifier son enseignement en tant que variété linguistique locale d'un ensemble français, c'est-à-dire différent et hostile, n'a guère de cohérence, ni ne correspondrait pas à la réalité. Et pour ce qui est de la première question, les autres langues en France, il est clair que le cadre commun législatif, réglementaire et politique est le même que celui du catalan en Catalogne Nord, c'est à dire différent de la situation dans laquelle se trouve le catalan au sud de la frontière d'Etat.

Ceci nous conduit à proposer une vision globale pour une perspective, ou des perspectives au pluriel, de la langue dans la société et dans l'enseignement en Catalogne Nord. Perspectives qui peuvent varier suivant les conditions qui affecteront la langue dans les années à venir. Selon les moyens que les institutions et l'administration éducative seront disposées à mettre en place pour assurer sa pérennité. Moyens qui seront étroitement liés au degré de conscience que celles-ci auront de la situation réelle de la langue catalane et de la volonté qu'elles manifesteront d'intervenir en faveur de son évolution future. Le fait de proposer une perspective dépend de la capacité, au vu de la situation et de l'état de la langue, de mettre en évidence des axes utiles d'action. Que ce soit dans le domaine de l'enseignement, ou dans celui de la planification de la normalisation

linguistique, il est logique, une fois les éléments nécessaires en main, de proposer des politiques et des mesures destinées à garantir un développement juste et équitable de la langue.

Enfin, cette étude doit pouvoir déboucher sur des pistes de travail prioritaires au sein du Centre de Recherches en Études Catalanes de l'Université de Perpignan. Dans ce sens, l'Institut Franc-Catalan Transfrontalier est l'instrument scientifique et de formation tout indiqué pour conduire le développement de l'enseignement du catalan et en catalan en Catalogne Nord. De même qu'il est l'outil adéquat pour accompagner les institutions qui le souhaitent dans leurs politiques d'aménagement linguistique. Bien des sujets de recherche en rapport avec l'évaluation et la mesure de la situation de la langue catalane peuvent être l'objet de travaux pratiques des étudiants de licence de catalan, de sujets de masters, ou de matière à thèses. Les questions de toponymie, les enquêtes sociolinguistiques générales ou plus spécifiques et ponctuelles, l'étude des méthodes didactiques pour une acquisition optimum du catalan comme langue seconde ou comme véhicule de communication dans l'enseignement bilingue, l'élaboration de matériel pédagogique, la définition d'un modèle standard de langue de la communication adapté à la Catalogne Nord, sont quelques unes des questions concrètes susceptibles de faire l'objet d'investigations et d'être traitées dans le cadre du projet scientifique du CREC, au-delà de l'étape spécifique du travail de thèse.

Mise au point terminologique

Tout au long de ce travail, nous utiliserons des expressions qui désignent la langue catalane et les autres langues, soit dans nos propres écrits, soit en reprenant des citations et des textes d'autres travaux et publications relatives à ces langues. L'exercice implique de choisir la terminologie à employer ou d'adopter celle qui est en usage sous d'autres plumes. Pour cela il est indispensable de commencer par une mise au point terminologique. Mise au

point d'autant plus indispensable que dans le cadre français le sujet des « langues régionales » -et nous commençons ici à employer une expression discutable- est une question particulièrement sensible, objet d'une extrême partialité, d'un important engagement idéologique et d'un manque de rigueur scientifique de la part de la plus grande partie des responsables politiques et même au-delà au sein de la communauté d'usagers spécialistes des questions linguistiques.

« Langues régionale », « langue minoritaire », « langue *minorisée* », « langue moins répandue »¹, « langue de France », « dialecte »², « patois », « langue de la République », « langue officielle », « langue nationale »...

J'aborderai en premier le terme de *langue régionale* et précise d'emblée que ce terme ne me convient pas du tout. Il a une connotation très clairement péjorative, en opposition à ce qui explicitement ou implicitement est défini comme *la langue nationale*. Il génère qui plus est une confusion lorsqu'il est question de travail universitaire : en employant pour le catalan ou pour le breton par exemple le terme de *langues régionales*, on place celles-ci au même rang que les variétés dialectales du français, alors qu'elles constituent des langues distinctes. Elles mêmes ont leurs propres variantes régionales, au sens propre du terme.

L'emploi en France de ce terme de *régional*, paradoxalement, n'est pas lié à la définition d'un statut juridique spécifique ; les langues *régionales* existent par défaut. Elles n'ont aucune définition légale³, aucun cadre juridique défini. Le terme permet de désigner l'ensemble des langues présentes sur le territoire de la République française dans les domaines où il est indispensable de traiter la question, comme par exemple le domaine de l'enseignement, et ceci sans avoir à les mettre au même niveau que la langue française, ni même à celui des langues *étrangères* ou parfois appelées *langues vivantes étrangères*, qu'elles soient

¹ « Langue moins répandue » est l'expression qu'utilise le Bureau européen pour les langues moins répandues ou European Bureau for Lesser Used Languages pour précisément trouver une solution plus neutre à la terminologie inadaptée qui désigne les langues « régionales », « minoritaires »...

² Michel Launey, dans le livre dirigé par Bernard Cerquiglini *Les langues de France*, PUF, 2003, présenté de manière très claire les significations, définitions et sens relatifs des termes appliqués aux « langues » : p 11 à 17, « Quelques notions sur les langues ».

³ « Légale » s'entend ici aussi bien du point de vue de textes de loi, que du caractère d'un éléments autorisé. Nous faisons référence dans ce cas à l'emploi public à effet officiel, non

complètement étrangères ou qu'elles soient étrangères mais utilisées sur le territoire par des populations françaises originaires de l'immigration et de leurs descendants. Grâce à l'emploi généralisé de ce terme, la France donne l'illusion d'un certain respect. En réalité il ne fait que dissimuler la négation constante et sans faille de la pluralité linguistique et nationale. L'emploi de l'expression *langue régionale* ne me convient pas non plus dans la mesure où elle implique de s'inscrire dans un cadre national français, conception qui nie la qualité de « national » aux autres langues, à l'exception du français.

D'autant que la qualité de *national* fait référence au sentiment d'appartenance à une entité, à une communauté, à une nation¹. Le catalan est une langue aussi *nationale* que peut l'être le français. Et si la qualité de *régional* ne se réfère qu'au statut (ou en l'occurrence à l'absence de statut) de la langue au sein des limites étatiques de la France, elle n'est pas davantage acceptable dans la perspective d'une revendication qui, au minimum, est légitime à demander l'égalité de droits entre langues et entre citoyens locuteurs de celles-ci.

Ce parti pris idéologique de qualifier les langues de *régionales* ne correspond pas à une réalité scientifique pour ce qui est des langues, ni même aux positions habituelles des pays multilingues où peuvent cohabiter la conscience d'une identité nationale et l'appartenance à une citoyenneté commune à l'État mais distincte de la communauté nationale.

En absence de terminologie adéquate suffisamment précise et neutre, le présent travail, une fois mentionnées les réserves quant à la signification et à la charge idéologique discriminatoire de l'expression *langue régionale* et dans le but d'éviter une formulation trop lourde et qui n'est pas non plus toujours satisfaisante, choisit d'employer l'expression sans guillemets ni caractère italique, sans se priver d'utiliser pour autant d'autres expressions. Les termes entre guillemets peuvent apparaître lorsqu'il s'agit de la citation d'une appellation spécifique. Il est, de toutes manières évident, que cette étude traite des langues, et de la langue catalane en particulier, au sein de l'espace administratif français, et celui-ci le définit de cette façon. Ce qui ne rend pas totalement inadéquat

autorisé en France aux langues régionales.

¹ Le sentiment de nombreux Catalans du nord, tout en étant citoyens français, est d'appartenir à une nation catalane.

l'emploi de l'expression *langues régionales*, emploi non exclusif et soumis à l'avertissement préalable.

Les autres appellations, *langues minoritaires*, *minorisées*, font référence à des concepts plus clairs : dans le premier cas, il s'agit d'une langue parlée par une minorité¹ de la population au sein d'un territoire de référence. Le catalan est minoritaire par rapport à l'ensemble français évidemment, mais il l'est aussi dans le propre espace de son aire linguistique historique de Catalogne Nord. Une majorité d'habitants n'est plus d'origine catalane et ne connaît pas la langue. D'autre part, une majorité de la population originaire du pays ne connaît plus le catalan du fait de la politique linguistique française. De plus la notion de *langue minoritaire* implique l'existence d'une communauté reconnue pour laquelle la langue constitue un des traits caractéristiques. Or la France ne reconnaît pas l'existence de minorités sur son sol. L'utilisation de l'expression nous éloignerait donc de la réalité effective de la situation de ces langues, aussi bien du point de vue de la prise en compte par les instances administratives et officielles que du vécu de la population elle-même et de la représentation qu'elle a des ces langues. Le terme de langue *minorisée* accentue encore le caractère de marginalisation et la connotation revendicative².

En ce qui concerne l'expression *langues de France* ou *langues de la République*, il s'agit de concepts très récents, destinés à éviter d'avoir à utiliser

¹ Dans le *Grand Robert*, « **minorité** » est défini comme : « Collectivité de race, de langue ou de religion, caractérisée par un vouloir-vivre collectif, englobée dans la population majoritaire d'un État dont ses affinités tendent à l'éloigner » (Capitant). | *Minorités ethniques, culturelles, linguistiques* (→ Langue, cit. 31). | *Minorité nationale*. | *Droits, protection, indépendance des minorités*. Le *Diccionari de sociolingüística*, Enciclopèdia Catalana, « **llengua minoritària** » est défini comme : « langue employée traditionnellement sur le territoire d'un État par les locuteurs natifs de celui-ci et qui constituent un groupe inférieur en nombre au restant de la population de cet État. Le même dictionnaire ajoute l'acception de « Langue différente de la langue ou des langues officielles de l'État ». Même s'il est d'ordre quantitatif, le terme « est utilisé parfois pour restreindre les droits d'une communauté linguistique ».

² Le *Diccionari de sociolingüística*, Enciclopèdia Catalana définit ainsi le terme « **llengua minoritzada** » : « Langue qui tout en étant langue propre de la majorité de la population autochtone, est soumise à une limitation de ses usages et de ses fonctions sur un territoire déterminé, de telle façon qu'elle ne peut s'employer ou n'est pas utile dans la plupart des situations de communication. Une langue est devenue *minorisée* après avoir subi une processus de bilinguisation de sa communauté linguistique, processus qui l'a conduite à une situation de

les deux appellations précédentes, *régionales* et *minoritaires*, ou à essayer d'arriver à une récupération politique des mouvements régionalistes. Elles comportent plusieurs inconvénients. Le premier est de nier l'existence de la problématique minoritaire. La seconde est de définir un ensemble dans lequel entrent toutes les langues et dialectes parlés par tout habitant du pays, qu'ils soient autochtones ou immigrés. Aussi bien les dialectes que les parlers locaux, de même que les langues de l'immigration et même encore la langue des signes en sont partie intégrante. Le troisième défaut est celui d'établir une relation de propriété de la part de la France envers ces langues. Relation qui n'a pas de raison d'être : dans le cas du catalan, la Catalogne Nord représente quelques 6% de l'aire linguistique catalane et environ 3% de ses habitants. Le catalan du nord ou l'alsacien, par exemple, sont des éléments d'une aire linguistique plus vaste. S'il fallait en souligner une caractéristique de cette nature, le catalan du nord devrait plutôt être qualifié d'aire appartenant à la Catalogne dans son ensemble ou aux Pays Catalans plutôt qu'à la France. Pour les langues territoriales qui se trouvent être comprises en totalité à l'intérieur des limites administratives françaises, le débat en question pourrait être plus légitime quoique l'expression ne soit pas non plus des plus heureuses.

Pour cette raison précisément la mention du français dans la Constitution avait été modifiée, passant d'une formulation initiale « Le français est la langue de la République » à « La langue de la République est le français ». Il n'y a donc pas plus de raison d'appliquer cette formulation aux autres langues. Enfin, l'expression *langues de France* ne garantit pas non plus un traitement d'égalité entre le français et les autres. L'organisme qui au sein du ministère de la culture est en charge de la politique linguistique s'appelle *Direction générale à la langue française et aux langues de France*, démontrant ainsi de manière crue et malgré les éventuelles bonnes intentions le traitement préférentiel qui existe et la position de supériorité de l'une des langues par rapport à toutes autres.

En ce qui concerne la typologie des langues, la tendance française est d'inclure dans le même sac des *langues régionales* ou *langues de France* tout

code parlé, sans hiérarchisation aucune : langues, dialectes, parlers, patois¹ et même la langue française des signes. Sans aucune distinction. Peut-être dans une prétendue volonté d'exhaustivité. En fait, cette manière de procéder traduit l'intention d'établir clairement le *distinguo* entre le français et tout le reste, signifiant ainsi clairement l'intention de ne pas prendre en compte sérieusement les mesures de politique linguistique qui conviendraient aux *langues* régionales et auxquelles il y aurait quelque sens à les appliquer, comme c'est le cas pour la politique d'intervention publique en matière de langue française. Mettre ensemble toutes les variétés linguistiques est la meilleure façon de s'obliger à la passivité et de justifier une politique de non intervention. À l'origine, en 1981, lors de la réunion d'un Conseil des langues de France, le président François Mitterrand a inventé cette manœuvre –réussie- d'adjoindre aux langues régionales (dont il se trouvait dans l'obligation de traiter la question) les langues non territoriales et de l'immigration. L'objectif était de provoquer un affrontement (qui s'est effectivement produit) entre les représentants des différentes langues et de freiner ainsi toute avancée significative, tout en donnant l'impression d'agir sur la question. Après la réalisation du rapport de Bernard Cerquiglini², il est fréquent d'entendre insister sur la quantité très importante des langues existant en France, entre 75 et 80 suivant les comptes. Et la conséquence immédiate qui en est tirée est qu'il est impossible de faire quoi ce soit qui puisse mettre au même niveau de droit toutes ces langues et le français du fait justement de leur grand nombre. Les langues régionales territorialement définies sont l'allemand, le basque, le breton, le catalan, le corse, le flamand, le franco-provençal et l'occitan³. Ce sont les locuteurs de ces langues qui ont besoin et qui sont demandeurs de mesures de normalisation linguistique⁴. Les langues de l'outre-mer ne sont pas prises en

¹ Ce terme propre de l'antisociolinguistique est souvent utilisé en France pour faire référence aux langues différentes du français, tout en les dénigrant et en les plaçant dans une position de langue au statut inférieur et subordonnées.

quest terme propi de l'antisociolingüística és usat pels francesos per referir-se a les llengües distintes del francès, denigrant-les i col·locant-les en una posició de llengua de baix estatus, i subordinada.

² Rpport Bernard Cerquiglini au ministre de l'Education national, 1999.

³ Bien loin des « 75 langues », les langues régionales de la métropole qui peuvent prétendre à bénéficier d'une politique de normalisation linguistique sont au nombre de 8.

⁴ **La normalisation** linguistique selon la définition du *Diccionari de sociolingüística* d'Enciclopèdia

compte ici¹.

Les autres variétés sont des dialectes², variétés régionales d'un ensemble linguistique plus vaste et qui ne peuvent prétendre au même traitement que les premières. De même les langues de l'immigration, à l'origine langues des populations qui ne sont pas citoyens français ne peuvent prétendre avoir le même traitement, ni la même considération que les langues régionales. Cependant l'importance numérique de certains groupes immigrés, la transmission de la langue d'origine et l'accès des secondes générations à la citoyenneté française tendent à bouleverser ces approches et commencent à faire se poser le problème de la reconnaissance par la France des groupes ou collectifs selon un critère linguistique ou identitaire. Il est fort probable que la prise en compte au plan légal des langues régionales évolue en fonction de la question des langues de l'immigration.

Catalana consiste en un « processus de réorganisation sociale qui étende l'emploi de la langue minorisée selon quatre facteurs : 1. augmenter la quantité locuteurs ; 2. augmenter la fréquence d'utilisation ; 3. occuper tous les domaines d'emploi de la langue ; et 4. favoriser les normes d'emploi linguistique les plus propices à la présence hégémonique de la langue dominée, en particulier dans les domaines (...) les plus clairement déficitaires. Son objectif est d'atteindre la normalité linguistique. » Selon le même article du *Diccionari*, le terme de « normalisation linguistique » introduit par Lluís Aracil dans la sociolinguistique catalane dans les années 1970 ne correspond pas exactement aux termes « *language planning* » ou « *aménagement linguistique* » de l'anglais et du français parce que les problématiques répondent à des situations, des perceptions, des représentations, des attitudes et des pratiques différentes suivant les cas anglo-saxons, québécois, français...

¹ Les langues des territoires français d'outre-mer telles qu'énumérées par Cerquiglini dans *Les langues de France*, PUF, 2003, sont les créoles à base de français (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Reunion), les langues de la Guyane (langues amérindiennes : kali'na, waiana, arawak, palikur, waiampi, emerillon ; les langues bouchinengué : aluku, niuka, paramaka, saramaka ; le hmong et les autres créoles à base d'anglais ou de néerlandais), les langues de Mayotte (mahorais, malgache), les langues de la Polynésie française (de Tahiti, de Mangareva, des îles Marquises, des îles Australes, des îles Tuamotu), la langue de Wallis et la langue de Futuna et les langues de Nouvelle Calédonie (28 langues kanakes).

² Comprenant ici « dialecte » dans son acception scientifique : variante régionale (elle pourrait être également historique ou sociale) d'une langue qui en constitue l'aire linguistique de référence plus étendue, et non pas dans le sens populaire qui assigne des connotations péjoratives à une manière de parler considérée comme inférieure et à laquelle on ne veut pas concéder le statut de langue.

I. L'identité catalane en Catalogne Nord

I.A.1- Pourquoi parlons-nous de « Catalogne Nord » ?

Le nom de « Catalogne Nord » est un terme relativement nouveau ; il a quelques 35 ans. Il désigne les territoires catalans annexés par le roi de France Louis XIV et intégrés à son domaine, avec le consentement du roi d'Espagne¹, sans que les Catalans en tant que principaux intéressés n'aient été consultés². Si cette appellation est née c'est qu'est apparue la nécessité de requalifier l'image et la représentation d'un territoire qui n'avait jamais eu auparavant de nom en soi ni d'identité distincte et qui subissait un processus de francisation intense.

Le seul fait que ce baptême se soit produit, dans les années 1970, a constitué en soi une démonstration de la volonté des Catalans du nord de rester fidèles à l'espace et à l'identité catalane. Le terme a eu du succès puisqu'il a fini par être accepté, il s'est étendu et il est aujourd'hui employé par tout le monde : des Catalans du nord et du sud de la frontière, des habitants ordinaires et des

¹ Le roi d'Espagne qui approuve le Traité des Pyrénées est Philippe IV. Le Traité lui-même est signé le 7 novembre 1659 par Mazarin au nom du roi de France et Luis de Haro au nom du roi d'Espagne, sur l'île des Faisans du fleuve Bidassoa au Pays Basque. L'historienne Alicia Marcet l'a publié en version facsimilée et en fait le commentaire pour ce qui est de la question de la Catalogne Nord dans *Le rattachement du Roussillon à la France*, Trabucaire, Perpinyà, 1995, 196 p.

² Le Traité des Pyrénées dont on commémore cette année les 350 ans est une référent historique permanent dans les esprits de la Catalogne Nord : il signifie la séparation de la Catalogne en deux et le rattachement de toute sa partie septentrionale au royaume de France. L'évènement, malgré son éloignement dans le temps, est dans les mémoires des Catalans du nord, de manière plus ou moins mythifiée ; il est synonyme de rupture dans le destin du pays. La séparation est associée à une période de résistance armée à l'autorité française (La Guerre du Sel menée par les Angelets au cours d'une guerre de guérilla de quelques dix années, en Vallespir et 'en Conflent) et aussi au début du processus d'aculturation imposé par la nouvelle administration royale. Le 3 juillet 2009, le vice-président du gouvernement autonome de Catalogne, Josep Lluís Carod Rovira, en présence du maire de Toluges Louis Caseilles et du vice-président du Conseil Général en charge de la langue et de la culture catalanes Marcel Mateu, ont commémoré le Traité. L'acte a été précédé par l'inauguration d'une plaque et par des discours insistant sur la permanence des liens entre Catalans du nord et Catalans du sud ainsi que sur le récent rapprochement que représente pour les deux côtés l'intégration européenne et l'organisation d'un eurodistrict transfrontalier, ainsi que le caractère de définition essentielle et l'importance de la langue catalane pour assurer la permanence de l'identité du peuple catalan. Devant un auditoire de quelques 200 personnes, l'historien et membre de l'Institut d'Estudis Catalans (l'académie de la langue) Joan Peytaví Deixona a rappelé les éléments historiques de l'évènement.

fonctionnaires ou des élus, catalans d'origines et nouveaux arrivants, militants nationalistes et catalans moins engagés, employés des services de l'État même dans certains écrits. À constater cet usage aussi large, on mesure les envies diffuses d'adhésion à l'idéal que représente « *Catalogne Nord* ».

Aujourd'hui que l'identité catalane tend à réapparaître sur la place publique et qu'elle est symboliquement assumée par les institutions nord-catalanes, de manière somme toute logique, des revendications occitanistes se sont faites jour dans le Fenolhedès. La nouveauté semble aller de pair avec une certaine animosité envers la catalanité. La renaissance catalane en tous cas semble provoquer là-bas un réveil occitan, la prise de conscience d'une occitanité bien oubliée jusqu'ici i bien plus minorisée que le sentiment de l'identité catalane.

I.B – Les symptômes de la catalanité aujourd'hui

Mille signes, tous bien vivants, marquent aujourd'hui ouvertement le caractère inéquivoquement catalan du territoire et reflètent la volonté plus ou moins déclarée de ses habitants de se vivre en Catalans.

La toponymie : une simple promenade par les villages de Catalogne Nord ou la lecture d'une carte laisse apparaître l'évidence que les noms des communes sont catalans, qu'ils soient transcrits sous une forme correcte ou qu'ils soient orthographiés selon une forme plus ou moins erronée et propres à la graphie du français. Les panneaux d'entrée d'agglomérations présentent aujourd'hui pratiquement tous la double forme : l'officielle francisée et la correcte fidèle à la graphie catalane. La double signalisation n'est sans doute pas complètement satisfaisante dans la mesure où elle consacre une forme de transcription incorrecte de la toponymie malgré les connaissances scientifiques que nous avons de la question. Cette présence des panneaux « en catalan » sur les routes de Catalogne Nord constitue toutefois un progrès et une solution positive pour

faire apparaître l'identité réelle du territoire et de la société, dans un cadre administratif et légal français qui continue d'exclure toute reconnaissance officielle de la différence ainsi que toute égalité linguistique.

Pour la population, cette partie de la mémoire catalane reste bien vivante dans la mesure où la prononciation correcte des noms de lieu n'a pas été oubliée (à quelques exceptions près, comme par exemple « Cabestany » prononcé [kabestani]. Et même de façon un peu ingénue, le sujet est devenu symbole de loyauté envers l'identité et fait fréquemment l'objet de démonstrations devant les étrangers.

Les noms de rue : dans le même domaine, une autre étape en cours, sans qu'elle ne fasse encore la même unanimité que pour les noms d'entrée d'agglomération, est celle de la catalanisation progressive des plaques des noms de rues. L'exemple principal –et modèle pour tous d'une volonté de normalité de la présence du catalan dans la rue– est donné par la ville de Perpignan. Mais de nombreuses autres communes ont déjà les noms de rues en catalan¹ ou sont en train de les mettre, et quelques uns même avaient précédé Perpignan.

Les supports commerciaux : le touriste quelque peu curieux de cette réalité catalane essaye en général de s'informer dans les offices de tourisme des endroits qu'il parcourt. L'exercice en Catalogne Nord conduit le visiteur à constater que de nombreux prospectus et supports de communication à caractère touristique incluent une version en langue catalane. La multiplication de ce matériel, l'édition de versions en catalan, marquent à la fois que l'identité est chaque jour davantage assumée mais aussi elles indiquent que la langue catalane a acquis une dimension utilitaire, notamment pour le marché des visiteurs venus du sud de la frontière et qui, pour les Catalans du nord, ont le catalan comme langue ordinaire de communication et comme langue officielle chez eux.

D'autres domaines tendent à s'ouvrir de plus en plus à la présence de

¹ En Cerdagne, par exemple, pratiquement tous les noms de rue d'Er sont uniquement en catalan. C'est le cas de bien des villages de Catalogne Nord, Pi, Finestret, Jóc, en Conflent.

l'écrit en langue catalane ; c'est le cas de la signalétique purement commerciale. De même depuis quelques années, on constate une tendance des entreprises à étiqueter les produits en catalan, même si la législation française n'en mentionne pas la possibilité et fasse état même de l'interdiction d'étiqueter un produit sans mention en langue française.

Dans cet effort de protagonisme commercial, il est inévitable de ne pas faire allusion à l'omniprésence du drapeau catalan, les couleurs sang et or utilisées sans modération et jusque parfois à saturation. La *senyera*¹ est affichée partout et s'inscrit littéralement dans le paysage nord-catalan. En Catalogne Nord la condition de catalan étroitement liée à la terre, à l'espace, est tellement assumée par tout le monde qu'il ne vient à l'idée de personne de contester l'usage de ce marqueur identitaire. Depuis les marchands de fruits et légumes ou de tout autre produit jusques aux partis politiques français d'extrême droite ultranationalistes comme le Front National, reprennent dans leurs logos et supports de communication les couleurs catalanes. Les Catalans du sud en visite à Perpignan expriment souvent un certain malaise face à cet excès, ironisent et mettent en doute l'authenticité du sentiment de catalanité qu'il suppose.

Il en est de même du terme « catalan » ou « Catalogne » que les sociétés et les entreprises, les associations, organismes divers utilisent très fréquemment dans leurs noms.

De même parmi les éléments les plus perceptibles de l'expression de la catalanité du territoire figurent les médias, soit propres à la Catalogne Nord, soit extérieurs et qui sont présents au nord de la frontière : radios, télévisions, médias écrits et sites web. Un paysage médiatique catalan de Catalogne Nord est dressé dans la seconde partie du travail (« Situation de la langue catalane »).

On examine également les expressions spontanées de la catalanité, les fêtes et les manifestations culturelles, le rôle des institutions, la chanson et la littérature, ainsi que la folklore et le catalanisme *light*.

¹ *Senyera* est le terme qui désigne le drapeau catalan ; il est peu utilisé en Catalogne Nord où on lui connaît davantage le mot *bandera*.

L'USAP et la catalanisation par le rugby : le sport qui matérialise un affrontement ou au moins un antagonisme entre personnes, entre cités ou entre peuples, alimente les passions, exacerbe les sentiments tribaux et favorise les comportements instinctifs et moutonniers. Par cela même, les manifestations sportives permettent de révéler les comportements identitaires, de mettre en évidence des sentiments et des solidarités, invisibles en d'autres circonstances. L'USAP, au-delà de la professionnalisation d'une activité sportive amateur il y a encore dix ans, est beaucoup plus qu'un club selon la maxime catalane inspirée de ce qu'on appliquait jusqu'ici au Barça (« *és més que un club* »). L'équipe équivaut à une véritable sélection nationale de Catalogne Nord : drapeaux exclusivement catalans (les couleurs du club, blanc et bleu ciel, ne sont jamais arborés d'autre façon que sur les maillots des joueurs), hymne national et hymne revendicatif (*L'Estaca* de Lluís Llach est chantée à chaque début de match). On a écrit, publié, débattu beaucoup sur le phénomène USAP, et en particulier il bien été démontrée la relation entre l'expression de la catalanité du pays et le vecteur puissant que représente le club pour l'affirmation symbolique de l'identité de la communauté catalane et de chacun individuellement.

Échanges et contacts avec le sud : le dernier point révélateur de l'identité, c'est la multiplication des contacts et des échanges de toutes sortes entre Catalans du nord et Catalans du sud de la ligne frontalière. Dans d'innombrables domaines surgissent des initiatives, des prises de contact, se font jour les envies d'échanger, de découvrir ou de redécouvrir, de se jumeler, de vivre ensemble expériences et activités, au sein d'une identité qui déclare être la même de pat et d'autre.

En Catalogne Nord, tous ces signes et activités culturelles sont des « symptômes d'intégration » à la communauté catalane. Il est important de les prendre en compte et d'en avoir pleine conscience à l'heure d'examiner les questions de langue et d'enseignement du catalan, dans la mesure où la langue en Catalogne Nord ne fonctionne pas complètement comme élément d'identification à l'identité. Ou du moins est-ce une identification

linguistico-identitaire à l'irlandaise, dans laquelle la langue est bien sûr *nationale*, mais n'est pas pour autant parlée par la population. En Catalogne Nord les mécanismes d'intégration à la catalanité ne peuvent pas passer totalement par la langue qui ne bénéficie pas de soutien officiel de la part de l'État. De même que l'intégration à la catalanité ne peut pas passer par une citoyenneté distincte, ni par un cadre institutionnel autonome. Les expressions culturelles et symboliques (USAP, sardane, autocollants...) constituent donc les seuls éléments identificateurs tangibles et reconnus, d'une catalanité vivante.

II – La situation de la langue catalane. Les marcs légaux

Éléments de démographie : une dynamique démographique contraire

De même que le mouvement qui affecte l'ensemble du midi français, le phénomène de l'héliotropisme concerne les flux internes de la population française. Un déplacement massif d'habitants du nord fait converger vers le sud un grand nombre de personnes qui viennent ainsi s'installer définitivement et fixer leur résidence principale près de la Méditerranée, sous des climats et des conditions de vie présumés plus cléments¹. Ce phénomène peut être interprété comme un facteur favorable de développement des régions du sud qui enregistrent ainsi une augmentation démographique. On peut cependant en faire une lecture moins favorable à la Catalogne Nord en terme d'identité et au moins de permanence et d'emploi de la langue catalane.

Le chapitre présente l'étude des mouvements migratoires contemporains et actuels, ainsi qu'une analyse des pratiques linguistique des migrants.

¹ INSEE, « Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 » : forte attractivité des départements du sud et de la façade atlantique ; les migrations augmentent mais sans changer d'orientation.

II.A – Les marcs légaux du catalan dans les Pays Catalans

La langue catalane a un cadre légal pluriel et varié en fonction de l'État et de la région dans laquelle elle se trouve. Cela peut aller d'une situation d'absence totale de reconnaissance juridique et de pratique de discrimination officielle, jusqu'à une officialité complète et unique.

Des quatre États où le catalan est présent, trois ont pris des dispositions légales qui, à un niveau ou à un autre, reconnaissent la langue et en protègent l'usage. Il s'agit de l'Andorre, de l'Espagne et de l'Italie. Le seul qui ne reconnaît aucune officialité, et n'a mis en place aucune mesure de protection ou de promotion du catalan (ni des autres langues dites *régionales*) est la France.

Le chapitre examine le cadre légal du catalan en Catalogne, en Pays Valencien, aux Baléares, et en Andorre où il est la seule langue officielle, bien qu'il cohabite dans la vie quotidienne et économique avec l'espagnol. Le cas particulier de la Frange en Aragon, de l'Alguer en Sardaigne et du territoire du Carxe dans la région autonome de Murcie sont également évoqués.

II.B – Le cadre légal français

Le catalan sans protection en France

Dans le cas français, l'absence de reconnaissance est un élément de la politique linguistique générale qui consiste à interdire l'usage de toute autre langue que le seul français. Le cadre légal du catalan en France est traité de manière séparée et plus développée puisqu'il est un des objectifs du présent travail. Il est examiné sur la longue durée, du XVIII^{ème} siècle à aujourd'hui et en prenant en compte les traités internationaux relatifs aux langues.

La dernière partie du chapitre analyse en détail la législation et la

réglementation françaises dans le champ de l'enseignement (pp. 169-261).

II.C – Éléments de sociolinguistique

Les Pays Catalans constituent une aire de quelques 13,5 millions d'habitants, avec une réalité administrative fragmentée et des situations sociolinguistiques diverses. Bien que dans l'ensemble l'aire linguistique catalane jouisse d'une santé plutôt bonne par rapport au paysage des langues minorisées en Europe, les contextes régionaux peuvent varier notablement entre des secteurs en voie de substitution linguistique avancée et des zones concernées par une dynamique de normalisation linguistique très engagée.

Les étapes de la substitution : les trois étapes du processus

Alors que nous entrons tout juste dans le XXI^{ème} siècle, la langue catalane continue d'être transmise en Catalogne Nord, même si cette transmission est en recul très net et que la région perd chaque jour de nombreux locuteurs. La transmission linguistique encore active est une transmission très incomplète et dilatée dans le temps, qui dure tout au long de la vie. La langue est comprise partiellement. On sait qu'elle fait partie de l'environnement social, qu'elle est parlée si de besoin ou plus symboliquement pour démontrer l'intérêt qu'on lui porte. Une autre dimension consiste en la capacité personnelle de l'employer, même si elle n'est pas la langue habituelle ni familiale. De fait, la population nord-catalane se trouve prise dans une immense diglossie et un *autoodi* (*self hatred* ou rejet de soi) démesurés.

L'autre élément qu'il convient de prendre en compte pour établir un état de la situation de la langue et envisager des perspectives de futur, est l'école : jamais dans l'histoire de la Catalogne Nord, l'école n'a autant enseigné le catalan, jamais la demande des familles n'a été aussi importante et jamais les classes bilingues n'ont été aussi nombreuses, malgré les conditions difficilissimes inhérentes à la politique linguistique excluante de la France.

On examine ensuite les étapes successives qui ont amené cette situation linguistique et les enquêtes sociolinguistiques récentes disponibles sont présentées et analysées, ainsi que la présence du catalan dans les médias (pp. 267-318).

Douleur de langue

On ne peut pas traiter la question de la situation de la langue en Catalogne Nord et encore moins donner des éléments de sociolinguistique sans faire un commentaire sur le traumatisme que vit, depuis des décennies et même des siècles, la population catalanophone, plongée dans une permanente stigmatisation et une diglossie omniprésente. Le titre de ce paragraphe illustre l'indispensable référence au livre d'Enric Larreula, *Dolor de llengua* (Douleur de langue), 3i4, València, 2002, 403 p, qui a marqué la réflexion sur la langue dans la société. La dimension psychologique de la situation sociolinguistique, et notamment les souffrances personnelles d'une population en partie réduite au silence reste à étudier et, contrairement aux travaux déjà menés en Bretagne, les Pays Catalans manquent d'une investigation approfondie sur cette question. Il est impossible dans le cadre du présent travail d'étudier le sujet de manière conséquente et moins encore quand à mesure de l'avancement de la recherche et au vu de l'expérience quotidienne dans l'enseignement, on réalise que la dimension psychologique est permanent, constante, omniprésente dans la vie et la pratique d'une langue et encore davantage pour une langue minorisée. Il reste donc un des champs les plus importants à traiter pour analyser la situation de la langue catalane en Catalogne Nord. Quelques remarques faites ici ne sont cependant pas inutiles.

Sociolinguistique et autres langues régionales

Cette partie du travail (pp. 324-348) présente les caractéristiques de la situation sociolinguistique de quelques langues en France : le basque, le breton, le corse et l'occitan. Sur la base de différentes enquêtes réalisées récemment

pour ces langues, on parvient à établir un paysage de la dynamique de plusieurs langues régionales aujourd'hui, à saisir les évolutions actuelles en terme de nombre de locuteurs et de comparer ces données avec le cas du catalan en Catalogne Nord.

On s'aperçoit ainsi que la situation de la langue catalane n'est pas si éloignée que ça des autres langues régionales : perte de locuteurs, résistance nouvelle à l'abandon de la transmission, mêmes effets de la minorisation à l'usage social, décalage entre connaissance et valorisation de la langue et emploi effectif dans la société.

Le chapitre s'achève par l'analyse de l'évolution des mentalités sur les langues régionales en France, en s'appuyant sur quelques exemples.

III – L'enseignement du catalan

Le chapitre sur l'enseignement du catalan procède à l'examen des différentes modalités d'enseignement de la langue dans chaque région des Pays Catalans (pp 371 à 400), dans un premier temps dans l'ensemble de l'aire linguistique à l'exception de la Catalogne Nord qui est traitée de manière spécifique et plus approfondie.

La Catalogne Nord ne constitue pas une île et tout ce qui affecte l'état de la langue et son enseignement, notamment dans les parties les plus importantes du domaine linguistique, a des répercussions au nord de la frontière. Le statut social, légal et l'enseignement de la langue a des conséquences du fait des contacts entre élèves (échanges scolaires), entre enseignants, simplement par la circulation de l'information entre régions voisines. En plus de constituer un référent, un modèle pour le nord, le sud peut présenter également des exemples d'intervention et de mesures applicables à une situation plus détériorée, précaire et minorisée comme l'est la situation du catalan dans le cadre administratif français.

Pour ce qui est de l'Andorre, le pays a la double particularité d'être le seul territoire souverain des Pays Catalans, indépendant, membre de l'ONU et avec le catalan comme unique langue officielle. En même temps le système éducatif y est original et pluriel. Il est décrit ici suivant la récente étude qui en a été faite par Míriam Almarcha París dans sa thèse doctorale *Migracions, llengua i ensenyament a Andorra*, Université de Perpignan, décembre 2008 : un système éducatif ou plutôt des systèmes au pluriel (l'andorran, le confessionnel, l'espagnol et le français). Les deux premiers sont en catalan, les deux derniers comportent un enseignement obligatoire de la langue et des institutions andorranes mais sont entièrement dans la langues des états voisins.

Aux Baléares, où le gouvernement autonome a la compétence en matière d'enseignement, la législation garantit que le système éducatif doit assurer 50% des enseignements en catalan en primaire et secondaire. À l'école maternelle, la réglementation spécifie que la langue véhiculaire doit être le catalan. En 2009, 77% des élèves rédigent les épreuves de fin d'études secondaires et d'accès à l'université tout ou partie en catalan contre 27% en 1992.

En Pays Valencien, la législation prévoit un enseignement en catalan et un enseignement en espagnol au choix des familles. Les deux langues sont obligatoires quel que soit le modèle choisi. Cependant par manque de volonté politique du gouvernement autonome (le Partido Popular détient les rennes de la Generalitat valencienne), les moyens sont très insuffisants pour répondre à la demande des familles : seul un quart de la population scolaire est en mesure de suivre un enseignement en catalan (les *línies en valencià*).

La Catalogne autonome est la région des Pays Catalans où la normalisation de la langue catalane se trouve être la plus avancée. On peut même parler d'une certaine normalité par rapport aux langues non minorisées. Le cadre juridique fixe les critères de normalité linguistique et définit le catalan comme seule langue véhiculaire de l'enseignement, en tant que « langue propre de la Catalogne ». Sur cette base, contrairement aux autres autonomies, la Catalogne Sud est le seul territoire où il n'est pas permis de séparer les élèves en fonction de la langue et où il n'existe pas de distinction entre les établissements scolaires fondée sur le critère linguistique. La législation impose que tous les élèves connaissent les deux langues officielles au terme de la scolarité et permet

qu'à la demande des familles qui en font la demande les élèves puissent bénéficier d'une attention individualisée en espagnol de la part de l'enseignant. En 1995 ces demandes concernaient 0,03% des familles.

Une mention spéciale est faite pour l'Aran (quelques 6.000 habitants), territoire occitanophone de la Catalogne Sud où la langue aranaise est officielle depuis 2005, en plus du catalan et de l'espagnol. L'occitan est langue véhiculaire de l'enseignement aranais. Le catalan et l'espagnol sont également enseignés dès la maternelle. En primaire, est introduite la langue étrangère, et en secondaire les langues officielles sont enseignées à raison de 2h par semaine chacune.

En ce qui concerne la Frange catalanophone d'Aragon (*Franja de Ponent*) la protection légale du catalan y est encore à l'état embryonnaire. L'enseignement du catalan, malgré que plus de 90% de la population soit catalanophone, n'y est autorisé que sous la forme d'enseignement optionnel (de 2h hebdomadaires). Depuis quelques années, sous la pression sociale, le gouvernement aragonais a accepté des projets d'enseignement bilingues.

Enfin à l'Alguer, sur l'île de Sardaigne, l'enseignement du catalan n'est guère développé malgré le cadre légal italien et sarde qui reconnaît les minorités linguistiques mais ne met pas en place les moyens nécessaires à l'application de la législation. Le catalan est enseigné de manière très partielle, surtout dans les petites classes. Des initiatives récentes, issues de la société civile, du monde associatif et qui bénéficient du soutien de la Generalitat de Catalogne tendent à un principe de systématisation de l'enseignement d'initiation et à une première école qui a le catalan comme langue véhiculaire.

L'histoire récente de l'enseignement du catalan en Catalogne Nord

Avant de dresser le bilan de la situation de l'enseignement du catalan en Catalogne Nord il est fait un point (pp 400 à 426) sur l'histoire récente de l'enseignement du catalan, sous l'angle de la discussion du modèle linguistique,

des premiers pas pour la mise en place de l'enseignement extensif puis bilingue, et du rôle de l'enseignement associatif mis en place par les écoles catalanes dès les années 1970 suivant un modèle immersif en langue régionale.

III.C – La situation de l'enseignement du catalan et en catalan

La partie finale du chapitre détaille la situation actuelle du catalan dans l'enseignement, tant en terme de modalités d'enseignement, qu'en effectifs et en moyens (pp 427 à 459). L'examen de la situation commence par les chiffres de la demande sociale : deux tiers des familles souhaitent un enseignement du catalan et près de 40% demandent (lorsqu'on les sollicite) un enseignement bilingue en catalan. Il apparaît clairement que la demande d'enseignement de catalan et en catalan est bien loin de satisfaire la demande sociale et les besoins. De même que le développement du bilinguisme est ici en retard par rapport à d'autres langues régionales. L'évolution favorable à la prise en compte des langues régionales par l'enseignement, aussi bien dans les mentalités en général que de la part des responsables académiques et des élus, ainsi que les dispositions énoncées par les circulaires ministérielles de 2001, tendent à limiter l'importance de l'évaluation de la demande d'initiation au catalan dans la mesure où tant le Conseil Général que le Rectorat considèrent que ce sont tous les élèves qui doivent bénéficier d'un tel enseignement. En ceci, la situation du catalan ressemble de plus en plus à la politique suivie en Corse (et en Alsace) où l'enseignement de la langue et de la culture régionale est généralisé à tous les élèves. La mesure de la demande concerne seulement l'enseignement bilingue qui lui nécessite l'adhésion explicite des familles.

Le chapitre se clôt sur le constat de conditions de l'enseignement du catalan qui ont évolué vers une meilleure prise en considération des besoins et une plus grande conscience du rôle de l'enseignement dans la survie et la transmission de la langue. L'enseignement du catalan dans les Pays Catalans,

exception faite de la Catalogne Nord, se situe à des niveaux de développement plus avancés et généralisés. C'est le cas dans le cadre administratif espagnol et dans une certaine mesure en Andorre. En Catalogne Nord, l'enseignement extensif de la langue qui a constitué durant bien longtemps l'objectif principal, donne l'impression de connaître aujourd'hui une certaine stagnation. Stagnation en termes de moyens de plus en plus limités par l'Éducation nationale qui répond de moins en moins à la demande de la société. Ce sont les associations et les collectivités locales qui ont pris majoritairement le relai de l'État. Stagnation aussi pour ce qui est des objectifs et de l'utilité : les cours de catalan en tant que discipline enseignée ne produisent pas de locuteurs. La tendance actuelle est donc de privilégier le développement d'autres voies, comme le bilinguisme, plus complet (baptisé *immersion*) ou plus partiel (dit alors à *parité horaire*). Ces modalités d'enseignement, au vu de l'expérience des écoles associatives, des résultats des classes bilingues paritaires et des considérations plus précises des sociolinguistes, peuvent constituer une solution pour garantir un futur aux langues régionales et au catalan, en même temps qu'elles constituent des champs intéressants en terme d'innovation éducative. L'université a joué et jouera un rôle essentiel dans la consolidation du développement de l'enseignement de et en langue régionale, en particulier grâce à la formation des enseignants.

IV – L'enseignement des autres langues

Les dialectes d'oïl ne sont pas des langues régionales : avant d'entrer dans la description de la situation des langues qualifiées de *régionales* en France, il est nécessaire de faire une mise au point en ce qui concerne l'ensemble de la langue d'oïl et de ses dialectes. C'est délibérément qu'ils n'entrent pas dans le cadre de ce travail puisqu'ils ne sont pas des variantes linguistiques indépendantes, qu'ils font partie d'un système plus étendu, celui de la langue française, ce qui n'est pas le cas des autres variétés traitées ici. Sont donc inclus dans les variantes d'oïl les dialectes suivants : *angevin, berrichon, bourbonnais, bourguignon-morvandiau, champenois, francilien, franc-comtois, gallo, lorrain,*

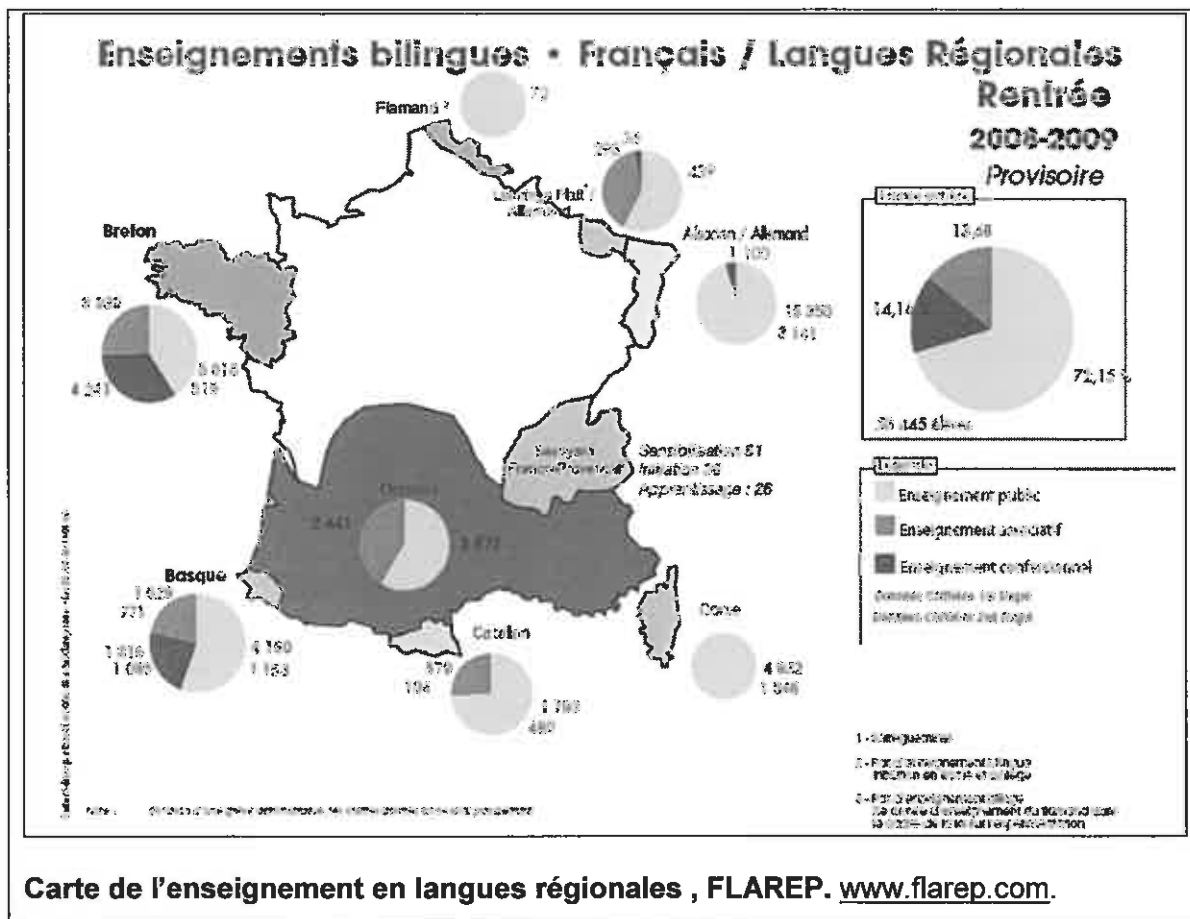
*normand-couchois, orléanais-tourangeau, picard-chtimi, poitevin-saintongeais.*¹

À la différence de B. Cerquiglini, nous avons choisi de séparer langues et dialectes. Le linguiste les avait en effet regroupés en une même liste intitulée *langues régionales*. De fait, cette catégorisation particulière à la France, correspond à la volonté politique d'établir un traitement discriminatoire entre l'ensemble des systèmes linguistiques présents sur le territoire de la République et la langue française. Outre l'objectif d'une plus grande clarté et d'une plus grande rigueur et cohérence, la séparation entre langues et dialectes répond de la même manière une position politique : la prétention d'en finir avec la discrimination et de placer au même niveau le français et les autres langues.

En ne traitant pas ici des dialectes d'oïl, nous ne voulons pas insinuer qu'il n'est pas légitime qu'ils puissent bénéficier d'une place dans le système éducatif. Simplement leur nature différente des langues implique que leur enseignement ne peut pas être considéré sous le même angle. On ne présente pas, on ne transmet pas et on ne travaille pas de la même manière une variété d'un ensemble linguistique déjà connu par l'apprenant et une langue distincte qui constitue un système linguistique en soi qui vient s'ajouter à un autre. En tous cas, dans l'objectif de leurs enseignements les différences sont suffisamment importantes pour répondre à un traitement différencié au sein de l'enseignement. Les *langues régionales*, outre l'objectif de préserver la transmission, prétendent à être normalisées et mises à égalité de droit avec le français, alors qu'en règle générale, on ne cherche pas à convertir les dialectes en outils linguistiques de plein exercice pour tous les usages et fonctions communicationnelles. Et sur ce point le raisonnement vaut aussi bien pour les dialectes du français que pour ceux du basque, de l'allemand ou du catalan.

Une des cartes les plus actualisées et complètes qui prend en compte les langues régionales dans l'enseignement est le document élaboré chaque année par la FLAREP :

¹ Liste établie à partir des cartes *Aires linguistiques* de <http://www.tfq.ulaval.ca>, de la DGLFLF reproduites par <http://www.aplv-languesmodernes.org>, *Languages of France* de <http://commons.wikimedia.org>.



Même en tenant compte de son caractère éventuellement approximatif, elle reste une vision de synthèse valable, aussi bien pour se faire une idée d'ensemble des aires linguistiques que pour mesurer le volume d'élèves concernés par l'enseignement en langue régionale (hors DOM).

Nous constatons que le volume d'élèves qui reçoit un enseignement en langue régionale est encore aujourd'hui relativement modeste, avec un effectif de quelques 58.500 jeunes, soit 0,46% du total des élèves scolarisés en France (12,7 millions selon l'INSEE en 2007-2008). La proportion approcherait d'1% si nous ne considérons que la moitié de la population correspondant effectivement aux zones concernées par une langue régionale. Ce chiffre est évidemment faible, mais il commence à représenter un volume difficilement négligeable par l'institution éducative.

Les différences de développement des langues régionales dans l'enseignement suivant les régions sont flagrantes : depuis les Flandres ou l'aire linguistique du franco-provençal qui ne bénéficient pas d'enseignement bilingue

jusqu'au Pays Basque Nord qui compte déjà environ un tiers des élèves en bilingue et immersif le contraste est évident.

Les graphiques mettent également en évidence que la part d'éducation publique pour l'enseignement en langue régionale est aujourd'hui la plus importante, avec 70% des effectifs. Il est donc très clair que l'Éducation nationale a un rôle clé à jouer dans l'évolution de cet enseignement et donc dans le futur pour les chances de survie des langues régionales. C'est au sein de la structure éducative publique que les ressources et les mécanismes existent qui puissent permettre un développement régulier et conséquent de l'enseignement bilingue.

Nous remarquons que la FLAREP, dans sa présentation ne tient pas compte de l'enseignement extensif des langues régionales. Cela aurait pour conséquence d'augmenter de manière notable les effectifs, mais ceux-ci ne seraient pas significatifs dans la mesure où nous savons que ce type d'enseignement ne permet pas de produire des locuteurs et donc est incapable d'influer sur la normalisation de la langue ni de garantir son avenir.

Une fois réalisé le survol de l'ensemble du territoire métropolitain et de la Corse, nous détaillons, sans qu'il soit possible (nous en sommes bien conscient, dans le cadre d'un travail aussi limité) une synthèse de l'état de l'enseignement des langues régionales dans leurs aires respectives.

Le chapitre aborde successivement la situation de l'enseignement de l'allemand (alsacien et francique de Moselle), du basque, du breton, du corse, du flamand, du franco-provençal / savoyard, et de l'occitan (pp. 465 à 503).

L'allemand d'Alsace arrive pratiquement à 10% des élèves scolarisés en bilingue et la totalité des effectifs de l'académie qui suit un enseignement extensif de la langue. Les collectivités locales et le Rectorat ont signé une convention destinée à développer le bilinguisme. Les institutions locales font montre de volontarisme en particulier en s'impliquant financièrement et contribuent ainsi à stimuler l'Éducation nationale. En Moselle, la situation est différente : une moindre implication des collectivités et la réticence du Rectorat bloquent le développement du bilinguisme à parité (cantonné à Sarreguemines) et limitent l'enseignement de l'allemand à une « voie spécifique mosellane » qui à travers

un enseignement de quelques heures hebdomadaires ne permet pas de produire des locuteurs bilingues.

Avec le **Pays Basque**, nous avons actuellement le degré le plus poussé de développement de l'enseignement bilingue et immersif, tous modèles confondus. Un tiers des élèves basques suit une scolarité au minimum bilingue et plus de la moitié des écoles offre actuellement la possibilité du bilinguisme. Par ailleurs le Pays Basque, grâce à la forte mobilisation de la société et à l'implication de ses élus s'est doté d'outils efficaces de planification linguistique (Convention avec l'État, Office public de la langue basque, partenariat avec le gouvernement du Pays Basque Sud) qui en font le territoire le plus avancé en matière de promotion de la langue régionale et qui est en train de gagner le défi de la transmission de la langue aux jeunes générations et d'augmenter la proportion des jeunes locuteurs.

Le **breton** totalise avec les trois filières d'enseignement bilingue et immersif (public, confessionnel et associatif) environ 2% de la population scolaire. Davantage si l'on considère seulement le territoire historiquement britophone. Malgré l'existence de convention et un volontarisme net des institutions locales en faveur de la promotion du breton, les moyens publics sont insuffisants pour répondre à la demande de bilinguisme à l'école et pour compenser dans les années à venir la perte de locuteurs.

En **Corse**, la spécificité institutionnelle est un soutien essentiel à l'engagement de la Collectivité territoriale en faveur de la langue corse. Le Rectorat suit activement la politique décidée à l'assemblée de Corse et permet un développement rapide du bilinguisme : 20% des élèves du primaires sont en enseignement bilingue, la totalité des élèves à terme recevront un enseignement de sensibilisation à la langue et à la culture régionale (92% actuellement) et l'objectif affiché est que toutes les maternelles de l'île proposent le bilinguisme à l'horizon 2013. Le Rectorat évalue de manière scrupuleusement chaque année les besoins en la matière auprès des familles.

En **Flandres**, l'enseignement du néerlandais est réduit à la portion congrue : des antagonismes entre partisans du néerlandais et du flamand qui est davantage perçu comme une langue à part entière que comme une variante du

système linguistique général, ainsi qu'un désintérêt des autorités académiques n'ont pas permis jusqu'à présent de mettre en place un enseignement bilingue qui pourrait être de nature à limiter le processus de substitution linguistique pratiquement abouti dans cette région.

En ce qui concerne le **franco-provençal**, les associations les plus actives se situent en Savoie. Elles se heurtent à un refus aussi irrationnel qu'incompréhensible de l'Éducation nationale d'inclure le savoyard à la liste des langues régionales que les élèves peuvent choisir en option aux examens. L'Association d'Enseignants de Savoyard comptaient en 2008-2009 quelques 145 élèves qui malgré ces conditions hostiles suivaient les cours optionnels données en heures supplémentaires par des enseignants volontaires de différentes disciplines. Il est à noter pour la première fois un engagement et une prise de position du Conseil Régional de Rhône-Alpes en faveur des langues régionales (occitan et franco-provençal), en 2009.

Enfin l'**occitan**, la plus grande aire linguistique des langues régionales, connaît une situation bien inégale avec un développement de l'enseignement bilingue et immersif très disparate selon les régions et les académies. La proportion des élèves occitan scolarisés en bilingue reste la plus faible de toutes les langues. À la rentrée 2008, 46 écoles offraient un enseignement bilingue dans 5 académies pour un peu plus de 3.000 élèves. Ces chiffres peuvent être doublés si l'on y ajoute ceux des écoles associatives Calandretas, mais le volume reste somme toute modeste : environ 6.000 élèves, soit 1% de la population scolaire. L'enseignement extensif connaît de nombreuses lacunes et montre bien le manque d'engagement caractérisé de l'Éducation nationale pour répondre à la demande et pour assumer une intervention publique susceptible de limiter le processus de substitution linguistique. Il semble que l'atout de l'aire occitane en terme d'étendue et de population globale concernée est détourné par l'Éducation nationale qui limite, disperse et dilue les moyens en détriment de la langue et des acteurs de terrain et des enseignants engagés dans un effort qui peut apparaître parfois vain.

V – Propositions pour une politique en faveur du catalan

Après avoir dressé le paysage de la situation de la langue catalane en Catalogne Nord, avec l'appoint indispensable de l'état de la langue dans les autres régions des Pays Catalans ainsi que des langues régionales dans le cadre administratif français, nous énonçons quelques propositions qui, en partant de la réalité et des réalisations déjà en cours, veulent être des mesures concrètes qui pourraient permettre un progrès dans la prise en considération et le développement de l'usage du catalan et de son enseignement. Les propositions incluent les expériences auxquelles nous avons pu participer directement.

La ville de Perpignan qui est la plus avancée dans les mesures de promotion de la langue dans la sphère publique devrait se doter de véritables outils institutionnels de politique linguistique de manière à consolider et généraliser le bilinguisme : charte municipale, service de la langue, plan de développement de l'enseignement, achèvement des noms de rue, signalisation généralisée et rationalisée, communication et attention du public systématiquement bilingue, soutien aux médias.

Le Conseil Général devrait concrétiser les principes approuvés de généralisation de l'enseignement, de signalétique ponctuellement encore en catalan et de politique en faveur de l'usage effectif du bilinguisme dans la société. Il est d'autre part l'institution toute indiquée, la plus représentative de la Catalogne Nord, comme le Département pour le Pays Basque, qui est en mesure de peser davantage pour que l'Éducation nationale respecte mieux les textes en matière de développement de l'enseignement bilingue et convainque le ministère de signer une convention dans ce sens. D'une manière plus générale, le Département aurait tout à gagner en matière de politique linguistique à travailler à la mise en place d'un organisme semblable à l'Office public de la langue basque. Finalement les liens existants avec les autres entités et institutions de la catalanophonie doivent être consolidés. La construction d'un cadre comme l'eurodistrict transfrontalier peut constituer un avantage certain. Le développement des réseaux de structures diverses en faveur de la langue qui existent déjà ne peut qu'aider à asseoir une politique plus efficace. L'appui déjà

effectif sur l'université de Perpignan, son Institut Franco-Catalan Transfrontalier et ses entités attenantes doit être mieux articulé. Un observatoire de la langue est nécessaire pour instaurer une politique linguistique sérieuse et réaliste.

En matière d'enseignement de la langue catalane, la partie finale du travail détaille énonce les besoins en terme de reconnaissance juridique des langues régionales (perspective d'une loi sur les langues régionales) :

- réaffirmation du droit de tous les élèves de bénéficier d'un enseignement de langue régionale tout au long de sa scolarité ;
- garantie de l'égalité de tous les élèves à se voir proposer une initiation à la langue régionale ;
- obligation du service public d'être en mesure de proposer un enseignement bilingue dans tous les établissements pour garantir l'égalité d'accès de tous à cet enseignement ;
- instauration des mécanismes adéquats pour assurer la formation d'enseignants de langues régionales, en nombre suffisant pour répondre aux besoins ;
- obligation des services éducatifs de procéder à l'évaluation annuelle de la demande des familles en matière d'enseignement bilingue, et obligation de diffuser une information régulière à tous les parents.

Les propositions incluent les dispositions du Plan stratégique pour l'enseignement du catalan proposé par l'Université de Perpignan en collaboration avec les collectivités locales et le gouvernement sud-catalan pour développer l'offre de formation des enseignants.

Enfin, en tenant compte du point crucial pour le développement de l'enseignement du catalan, à savoir le déficit de professorat bilingue, nous terminons par une projection des moyens nécessaires et une planification possible des conditions et des engagements financiers des protagonistes (État, collectivités locales) qui sont de nature à satisfaire la demande d'enseignement bilingue et à permettre par là-même un redressement de la situation sociolinguistique du catalan en Catalogne Nord dans les années à

venir.

Au total donc, nous avons essayé d'énoncer un ensemble de mesures réalistes et qui ne nécessitent pas de révolutionner le système éducatif, ni de bouleverser les habitudes. Une condition cependant apparaît indispensable pour un développement significatif de l'enseignement du catalan, c'est la conscience des responsables institutionnels, éducatifs et locaux de la valeur irremplaçable que constitue la langue d'un peuple, la conscience de la situation linguistique délicate dans laquelle se trouve le catalan en Catalogne Nord et la conscience de l'urgence d'intervenir en faveur de sa transmission via l'enseignement.

Un tableau synthétise les points principaux qui conditionnent le catalan dans l'enseignement et qui doivent figurer dans un futur Plan de développement :

- Signature d'une convention État – collectivités ;
- Plan pluriannuel de développement ;
- Proposition d'enseignement bilingue dans tous les établissements ;
- Enseignement extensif de langue régionale à tous les élèves ;
- Dotation horaire et professeurs titulaires de catalan dans tous les établissements du secondaire ;
- Mesure annuelle de la demande du bilinguisme auprès des familles ;*
- Information systématiques des parents sur l'enseignement de et en langue régionale ;
- Accords internationaux pour permettre l'accueil de professeurs catalanophones.

VI – Bilan et perspectives

Au terme de cet examen de la situation de la langue catalane, examen inscrit dans le cadre de la société nord-catalane et toujours en rapport avec l'expression de son identité et avec la perspective de l'enseignement du catalan, nous parvenons à une double sensation. Au regard du résultat que nous nous proposons d'atteindre, nous avons le sentiment d'y voir plus clair sur le sujet qui nous occupe, de mieux en comprendre les différents aspects, ainsi que leurs interactions. Et l'impression aussi d'une certaine frustration.

En commençant par cette dernière, j'imagine que c'est ce que peut ressentir toute personne qui s'investit dans une recherche et qui en se proposant des objectifs et en se lançant dans un défi de synthèse, arrive au "terme" du travail. Un mélange d'envie de continuer la tâche passionnante, une sensation de n'avoir pas intégré ou rendu compte de tout le matériel dont il dispose, matériel accumulé en 20 ans de cohabitation et d'action au cœur de la question et, enfin, une impression de fixer des conclusions trop provisoires et incomplètes, dépassées en permanence par une évolution d'une question particulièrement dynamique et changeante.

Je me proposais au début de ce travail d'essayer de faire un bilan de la situation de la langue catalane en Catalogne Nord en prenant en compte les différents aspects indissociables de l'état de la langue : sociolinguistique, identité, enseignement, demande sociale, en mettant en relation ce bilan avec les réalités contiguës, celles de la langue catalane dans les autres Pays Catalans et celles des langues dites régionales dans le cadre administratif français. Nous sommes arrivés à condenser en nous efforçant à un maximum de clarté les conditions dans lesquelles la langue catalane vit ce début de XXIème siècle en Catalogne Nord et à distinguer et faire apparaître comment elle pourra éclore à nouveau dans les années à venir. Je crains de donner par moments une vision d'ensemble trop simplifiée. Mais cette perspective voulait aussi être globale et déboucher sur

une analyse des conditions nécessaires à l'énumération d'axes utiles d'action, d'intervention publique, d'aménagement et de normalisation linguistique, dans un souci toujours présent de pouvoir être entendu directement par la société de Catalogne Nord, ici et maintenant. Un souci de faire œuvre pédagogique face aux collègues enseignants, face aussi aux intéressés par la question, face aux responsables institutionnels qui seront les premiers à devoir agir sur la base de connaissances claires et immédiatement compréhensibles. Je ne sais pas si j'aurai atteint cet objectif ; en tous cas, j'espère avoir dépassé la première étape indispensable à la poursuite de la recherche et de l'action.

Au fil des chapitres j'ai pu soulever les ressorts qui sont actifs et bien vivants dans la société catalane actuelle pour exprimer une identité propre : les représentations de l'espace, les divers aspects culturels, la relation à la langue, plus ou moins traumatiques, plus ou moins fantasmées ou mythifiées. Une partie importante de la compréhension de la situation du catalan consiste en l'identification et la conscience de son cadre légal, dans son ensemble, sachant la fragmentation administrative de l'aire linguistique catalane. L'examen des cadres légaux de la langue sur l'ensemble des Pays Catalans montre que cette dimension participe à la fois à sa faiblesse et probablement aussi en partie à sa force, au regard des autres langues minorisées. Une langue catalane toute entière comprise dans un seul cadre juridique pourrait représenter une reconnaissance bien moindre. L'Andorre, État souverain, les autonomies espagnoles et même la protection juridique toute théorique de l'Italie constituent un avantage considérable pour le catalan par rapport à la situation de certaines autres langues régionales soumises dans le cadre français à une réalité juridique intransigeante. Dans ce sens le survol des divers textes ministériels qui traitent des langues régionales est particulièrement édifiant.

Les enquêtes sociolinguistiques, insuffisantes en nombre, insuffisamment exploitées et diffusées, viennent rappeler la réalité et quel est le véritable sens du travail à promouvoir la langue et son enseignement. Aussi bien dans le domaine du travail universitaire que dans le champ de la militance, il ne sert guère de se faire des illusions et de travailler sur des perspectives et des raisonnements irréalistes. Les enquêtes, la recherche sociolinguistique est un des champs qui se distingue le plus clairement comme axe de travail prioritaire à approfondir en

Catalogne Nord, afin d'en tirer des résultats utiles et utilisables pour renforcer les politiques et les interventions dans le domaine de l'aménagement linguistique, selon le concept et l'expression propre à l'espace administratif français. La recherche de sources et d'informations m'a conduit à constater sur cette question un déficit nord-catalan, institutionnel, universitaire, dans la production et l'utilisation de synthèses et de matériels dont on sait qu'ils existent mais que les connaisseurs n'ont pas diffusé. Un retard assurément lorsqu'on compare avec d'autres aires linguistiques, comme le Pays Basque, et un handicap dans le processus de prise de conscience et de mise en œuvre des politiques linguistiques et éducatives appropriées. Un champ à travailler donc dans les années à venir.

En ce qui concerne l'enseignement, nous avons constaté que si la Catalogne autonome est bien le modèle le plus complet et le plus avancé dans la normalisation de la langue, celui-ci ne constitue pas non plus la solution miracle puisque les résultats en matière d'usage social de la langue que pratiquement tout le monde aujourd'hui connaît ou a appris à l'école sont loin d'être satisfaisants. Il existent d'autres façons de développer l'enseignement de la langue catalane, dans des systèmes éducatifs divers et variés. Tous comportent des réussites et des limitations mais qui tous également démontrent que le chaînon de l'enseignement est indispensable à la transmission linguistique. Celui-ci ne peut cependant pas faire l'économie d'une implication sociale et individuelle, familiale aussi, pour que vive la langue. En tous cas, le contraste entre le traitement des langues dans les systèmes éducatifs des Pays Catalans, sans le Catalogne Nord, et la manière de les traiter ou de les maltraiter dans l'Éducation nationale française est flagrant et met en évidence les besoins immenses qui existent pour le catalan au nord de la frontière d'État. Constat valable évidemment pour les autres langues régionales.

La Catalogne Nord est clairement en retard par rapport à l'état de l'enseignement du catalan et en catalan au sud des Pays Catalans. Mais il est aussi à la traîne d'autres zones linguistiques en France : le Pays Basque, la Corse et même l'Alsace. Nous pensons que ce retard est rattrapable. Nous voulons penser que les propositions formulées en matière d'usage de la langue

catalane dans la société, de planification linguistique de la part des institutions locales et des axes de développement de l'enseignement constituent des éléments réalistes de nature à compenser le retard nord-catalan. Dans le résumé initial des étapes d'évolution de la situation sociolinguistique du catalan en Catalogne Nord, j'indiquais les trois temps et les conditions de la substitution linguistique en cours : le temps de l'officialisation du français (avec les outils et le cadre juridique des XVIIème et XVIIIème siècles), le temps de l'apprentissage de la langue française par la population (via l'inculcation scolaire au XIXème et XXème siècles), et le temps du changement volontaire par la société (suivant un critère d'utilité présumée, à partir de la moitié du XXème siècle. En sens inverse, ces conditions existent aujourd'hui pour que le catalan puisse entreprendre le chemin d'un retour à une certaine normalité. Et si nous avançons le terme « certaine », c'est qu'il est évident que les situations de substitution linguistique plus ou moins avancées ou contrecarrées qui concernent le catalan dans le cadre administratif espagnol, de même que dans le français, ne permettront jamais dans un futur proche de retourner à une société catalanophone monolingue. Et il est même peu probable que les sociétés en général évoluent actuellement vers des modèles de monolinguisme, dans la dynamique planétaire d'accélération de la mondialisation et de retour à une norme largement étendue à toute la planète qui est celle des langues en contact et du multilinguisme des individus.

Ceci dit, il est possible de penser que le catalan en Catalogne Nord peut faire du chemin vers une renaissance effective. Le cadre légal français tend à évoluer vers plus de permissivité et même il commence à être pensable d'envisager que dans les années à venir pourrait voir le jour une autorisation légale d'exister publiquement pour les langues régionales, soit l'équivalent d'une sorte d'officialisation, avec les conséquences qui en découlent quant à l'emploi public. La première étape donc de l'évolution. En second lieu, l'enseignement. Les projections proposées dans ce travail indiquent qu'il n'est pas utopique d'espérer une extension importante de l'enseignement bilingue, le seul à même de produire des locuteurs potentiels réels. Le cadre réglementaire de l'Éducation depuis moins de dix ans le permet et a commencé de l'organiser et de le promouvoir. Il reste encore fragile et doit être consolidé. Il doit pouvoir disposer en outre de moyens plus importants pour arriver à produire des effets dans un

délai raisonnablement court. Le meilleur exemple de la progression et de l'organisation possible de l'enseignement bilingue au sein du service public est constitué par le Pays Basque qui compte plus de la moitié des écoles en capacité de proposer aux parents l'enseignement bilingue et un tiers des élèves scolarisés dans ces classes. Une recatalanisation à grande échelle de la jeunesse de Catalogne Nord est possible, à condition que nous sachions l'organiser correctement, autant les acteurs que les divers interlocuteurs de l'enseignement bilingue : formateurs, institution scolaire, administrations locales et entités associatives et parents d'élèves.

Les mentalités sont en train de changer en France, vers plus de tolérance envers la diversité, vers une acceptation de la pluralité qui, enfin n aujourd'hui, est « patrimoine » inscrit dans la constitution.

Reste à savoir si l'évolution peut également se traduire en changements institutionnels et légaux, qui laissent suffisamment d'oxygène aux langues régionales pour ne pas mourir asphyxiées. Les langues vivent si leurs locuteurs et les peuples qui en constituent le creuset le veulent. La société de Catalogne Nord, grâce en partie à la réalité têtue et puissante du sud des Pays Catalans est en phase de renouer avec les caractères d'utilité, de prestige, d'auto-estime liés à la langue catalane. Ce sont les moteurs qui peuvent redonner l'envie d'une langue autorisée et réapprise à l'école, une langue de la communication normale et ordinaire, une langue de la vie quotidienne et des conversations familiales.

Bibliographie

Références bibliographiques

CATALOGNE NORD

- ARPAJOU, DEL  S, NOURY, PARAYRE, PLANES, TORRES, ***Els vins del Rosselló***, Barcino, col·lecció Tramuntana n  27, Barcelona, 1980, 125 pàg.
- ASSIER-ANDRIEU Louis, (dir.), ***Ciutat i els poders (La) / La ville et les pouvoirs***, ICRECS-PUP, Perpinyà, 2000, 678 p.
- BASSEDA Lluís, ***Toponymie historique de Catalunya Nord***, revista *Terra Nostra* n  73-80, Prada, 1990, 796 p.
- BASSOU Yvan (dir.), ***Balades en Pays Catalan***, CDDP, Col·legi El Riberal Sant Esteve, Consell General, Perpinyà, 2002, 96 p.
- BAYLAC-FERRER Al  , «**Els catalans del nord i els Països Catalans cap al segle XXI**», in *Els Països Catalans de la generació llibertat*, Columna, 1996
- BAYLAC-FERRER Al  , «**Crisi econ  mica nordcatalana un estat inherent a la francitud ?**», in *Revista del Centre de lectura de Reus*, novembre 1996, p  g. 7-8 / 20
- BECAT Joan, ***Atlas de Catalunya Nord***, Terra Nostra, 1977, 2 v  lums
- BECAT Joan, PONSICH Pere VERDAGUER Pere, ***Gran geografia comarcal de Catalunya, El Rosselló i la Fenolleda*** (v  lums 14, 15), Fundació Enciclopèdia Catalana, Barcelona, 1985, 510 pàg.
- BEZSONOFF Joan-Daniel, ***Una educació francesa***, L'Avenç, Barcelona,

2009, 159 p.

- BORJA de Riquer (dir), ***Història dels Països Catalans. Cultura, història, política i societat***, v  lum 12, Enciclopèdia Catalana, 1999
- CASTEX J-F, ***Catalogne Nord en qu  tre d'identité (La)***, Le Temple d'Or, Cabestany, 2006
- DE BELLIS Maurizio, ***En Teo i el menjaire de lletres***, + CD, CRDP Montpellier, traducció Mary Sanchiz, Luc Bonet, Montpellier, 2008, 36 p.
- DELONCLE Jaume Gaspard, ***Casa Pairal. Musée catalan des Arts et Traditions Populaires***, SAEP Edition, Ingersheim, 1990, 32 p.
- DELONCLE Josep, ***Les arrels catalanes del Rosselló***, Episodis de la història 196, Rafael Dalmau, Barcelona, 1975, 54 pàg
- DEMELIN Michel, REYNAL Jean (dir.), ***Les Pyrénées-Orientales. Encyclopédie illustr  e du Pays Catalan***, Privat, Tolosa, 2002, 302 p  g.
- FALQU  S Maria   ngels, «El catalanisme a la Catalunya del Nord», in BORJA de Riquer (dir), ***Història dels Països Catalans. Cultura, història, política i societat***, v  lum 8, Enciclopèdia Catalana, 1995, pp 254-263.
- FERRAS Robert, PICHERAL Henri, VIELZEUF Bernard, ***Atlas et géographie du Languedoc et du Roussillon***, Ed. Famot, Paris, 1979, 370 p  g.
- GUAL Ramon, ***El nom de Catalunya Nord a la cartografia dels segles XVI a XX***, revsita *Terra Nostra* n  66, Prada, 1989, 100p
- GUAL Ramon, ***Llengua i cultura catalanes***, *Terra Nostra*, Prada, 1984, 180p
- HAVART Max, ***Cobles, sardanes, danses, músiques catalanes***, *Terra Nostra*, 98-99, Prada, 1999, 264 p.
- LLUÍS Joan Lluís, ***Conversa amb el meu gos sobre França i els francesos***, La Magrana, 2002, 110 p.
- MARCET JUNCOSA Àlicia, ***Breu història de les terres catalanes del nord***, Trabucaire, Perpinyà, 1988, 190 p  g.
- MARCET JUNCOSA Àlicia, ***Du Roussillon et d'ailleurs. Images des temps modernes***, PUP, CREPF, Perpinyà, 1993, 331 p  g.

- MARCET JUNCOSA Alícia, ***Le rattachement du Roussillon    la France***, Trabucaire, Perpinyà, 1995, 196 p  g.
- MARCET JUNCOSA Alícia, ***Mots-clefs de l'histoire catalane du nord***, Trabucaire, Perpinyà, 2003, 182 p  g.
- MARTY Robert, MANZANARES Pere, ***USAP, fiers d'  tre Catalans! (L') / La força del rugbi català***, Thass  lia, Barcelona, 1999, 97
- MI  S Alfons, Mantenidor del felibritge, « **Quelques observations sur l'  tat actuel de la langue catalane en Roussillon** », setembre de 1935, web w.racocatala.cat/eltalp
- MOTZFELDT Cillie, ***Construcció històrica i discurs identitari. Una perspectiva nord-catalana dels anys 1992 a 1994***, 109 p., treball de recerca no publicat el 2009.
- NADAL FARRERAS Joaquim, WOLFF Philippe (dir.), ***Història de Catalunya***, Oikos-Tau, Barcelona, 582 pàg.
- NOELL René, ***  ssai de bibliographie roussillonnaise, des origines    1980***, 3 vol., Terra Nostra, Prada, 1973, 1976, 1983, 588p
- PLANES Llorenç, ***El petit llibre de Catalunya Nord***, Ed. de l'H  risson, 1978
- SAGNES Jean (dir), ***Le Pays Catalan***, Société nouvelle d'  ditions régionales et de diffusion, Pau, 1985, 2 v  lums, 1133 p
- SALA Ramon, ROS Michelle (dir), ***Perpignan, une et plurielle***, Trabucaire, Perpinyà, 2004, 1099 p.
- SERRA i KIEL Dolors, ***Bibliografia de Catalunya Nord. 1502-1999***, revista *Terra Nostra* n  100, Prada, 2001, 480 p  g.
- SERRA i KIEL Dolors, ***Bibliografia nord-catalana***, Publ. Abadia Montserrat, Biblioteca Serra d'Or n  159, Barcelona, 1996, 209p
- SOLANS Henri, ***  ssai sur l'  conomie des Pyrénées-Orientales***, Ed. Le Publieur, Perpinyà, 1993, 132 p  g.
- VERDAGUER Pere, ***El Rosselló avui***, Barcino, Biblioteca Popular Barcino n  215, Barcelona, 1969, 142 pàgines

- VERDAGUER Pere, « **El Rosselló, refugi d'artistes** », in BORJA de RIQUER (dir), *Història dels Països Catalans. Cultura, història, política i societat*, volum 8, Enciclopèdia Catalana, 1995, pp 349-353.
- VIGOUROUX Michel, FERRAS Robert, « **Perpignan : ambiguïté d'une ville catalane** », pp 221-230 in , in *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tom 48, fascicle 2, Tolosa, 1977
- **Atles de l'Euroregió**, Montpellier, 1995, 112 pàg.
- «**El Rosselló, ara**», X. FORT i BUFILL, A. BALENT, F. CATALÀ, L. CREIXELL, JM. CORREDOR, M. MAYOL, P. VERDAGUER, E. CORTADE, R. GRAU, M. COTS, J. ESTIVILL, P. PONSICH, JP. CERDÀ, T. GARCÈS in *Serra d'Or*, n° 130, 15 de juliol 1970, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Barcelona, p. 23 a 63
- **Empreintes pour des territoires solidaires, Pyrénées-Orientales Horizon 2012**, Consell General, 2003, 207 pàg
- **Jornades de la secció filològica de l'Institut d'Estudis Catalans a Perpinyà**, IEC, Universitat de Perpinyà, Barcelona, 1995, 133 p.
- **Memòria estadística. Euroregió**, 1994, INSEE Languedoc-Roussillon, Institut Català d'Estadístiques, Barcelona, 167p
- **Perspectives démographiques pour les Pyrénées-Orientales. Des migrations déterminantes**, Synthèse n°13 de *Repères pour l'économie du Languedoc-Roussillon*, INSEE, Consell General, Montpellier, 2002, 20 pàgines
- **Qui som els catalans del nord**, ARRELS associació, 1992, 221 pàg.
- **Tableaux de l'économie du Languedoc-Roussillon**, INSEE, Montpellier, 2002, 225 pàg.

LA LLANGUE en Catalunya Nord

- BAYLAC-FERRER Alà, «**Catalunya Nord resisteix amb llengua i identitat a**

l'aculturació francesa», «Com ho teniu, això, a Catalunya Nord» in *Revista del Centre de lectura de Reus*, novembre 1996, pàg. 4-8 i 9 / 20

- BECAT Joan, ***Grafies correctes de la toponímia de Catalunya Nord***, Terra Nostra, Prada, 2007, 8 p
- BECAT Joan, ***Rapport sur l'aire catalane en France***, ICRECC, 1999
- BECAT Joan, ***La situació del català a França. Aspectes jurídics i docents i estudis sobre la matèria***, Institut d'Estudis Catalans, Barcelona, 2000, 76 pàgines
- BERNARDÓ Domènec, ***Introduction méthodologique et documentaire à l'étude sociolinguistique du plurilinguisme en Catalogne-Nord***, Tesi per al doctorat de tercer cicle, Universitat Paul Valéry, Montpellier, 1978.
- BERNARDÓ Domènec J., « **Langue, société et espace en Catalogne du Nord** », pp. 153-170, in *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tom 48, fascicle 2, Tolosa, 1977
- BERNARDÓ Domènec, RIEU Bernard « **Conflit linguistique et revendications culturelles en Catalogne-Nord** », pp 302-332 in *Les Temps Modernes*, 324-6, 1973.
- BERNARDÓ Domènec, « **Appareil éducatif et langue autochtone : le cas du catalan** », pp. 37-61 in *Langue Française*, 25, 1975.
- BERNARDÓ Domènec, « **Catalogne-Nord : le traumatisme de la coupure** », pp. 5-27 in *Pluriel*, 7, 1976.
- CATALÀ Francesc, « **La llengua que hom parla al Rosslló** », in *Serra d'Or* 130, 1970
- CAYROL Antoni (Jordi Pere Cerdà), « **Coup d'œil rétrospectif sur notre vie littéraire**», in *Conflent* n°118, Prada, 1982, p 17-22.
- CAYROL Antoni (Jordi Pere Cerdà, director), « **El català a l'escola** » in revista *Sant Joan i Barres*, n° 63-64, primavera estiu 1976, Perpinyà, 83 pàg.
- CREIXELL Lluís, ***Diccionari bàsic francès-català***, Centre pluridisciplinari d'estudis catalans, Perpinyà, 1981, 409p
- HAMMEL Étienne, ***Aide-mémoire. Langues et cultures régionales et***

région Languedoc-Roussillon. 1985-1996, col·lecció Cap al Sud, Editorial Trabucaire, Perpinyà, 1996, 165 pàgines

- IGLÉSIAS Narcís, ***La llengua del Rosselló, qüestió d'Estat. La integració lingüística del Rosselló a França (1659-1789)***, Biblioteca Universitària. Història de la llengua n°7, Eumo Editorial, Vic, 1998, 153 pàgines
- LAGARDE Christian, COUROUAU Jean-François (dir.), «**Le catalan au nord des Pyrénées une problématique singulière**» in *Lengas. Revue de sociolinguistique*, n° 52, Montpellier, 2002, Publications Montpellier 3 Université Paul Valéry, 210 pàg.
- LAREULA Enric, ***Dolor de llengua***, 3i4, València, 2002, 403 pàg., La unitat, 180 pàg
- *Lengas*, número 52, «**Le catalan au nord des Pyrénées : une problématique singulière** », GARDY Philippe (dir.), 2002, 237 p.
- LEPRÊTRE Marc, «**Actituds i usos lingüístics a la Catalunya Nord (1993-1998)**», in *Llengua i ús*, n°13, Revista tècnica de normalització lingüística, tercer quadrimestre 1998, pàg. 60-63, Barcelona, Direcció general de Política lingüística, Departament de Cultura de la Generalitat de Catalunya.
- MARLEY Dawn, ***Parler catalan à Perpignan***, L'Harmattan, París, 1996, 113 pàg
- MONICH Lluís, ***La Renaixença Catalana del Rosselló dins l'espill de l'Indépendant des Pyrénées-Orientales***, 1969.
- PEYTAVÍ DEIXONA Joan, ***Manuel de 1700 de Jaume Esteve, notari de Perpinyà***, Fundació Noguera, Barcelona, 2004, 686 p.
- PEYTAVÍ DEIXONA Joan, ***Nomenclàtor toponímic de la Catalunya del Nord***, IEC, Barcelona, 2007, 130p
- PEYTAVÍ DEIXONA Joan, «**Algunes reflexions sobre el català septentrional o rossellonès en un final d'etapa dialectal**», pàg. 111-121, in *Mirmanda 2. Territoris de l'Art*, El Soler, 2008.
- PONS Josep Sebastià, ***La littérature catalane en Roussillon au XVIIème et au XVIIIème siècle***. Privat-Didier. Tolosa-París. 1929.

- PRAT Enric, VILA Pep, ***Mil anys de llengua i literatura catalanes al Rosselló***, Trabucaire, Perpinyà, 2002, 669p
- PUIG Gentil , «**Vitalitat i   s de la llengua a la Catalunya Nord**», in *La llengua catalana al tombant del mil·leni*, Empúries, 1999
- PUIG MORENO Gentil, «**Enquestes socioling  stiques a la Catalunya Nord** », pp. 5-97, in *A  nes Noves 1*, PUP, Perpinyà, 2007
- QUEROL Ernest (dir.), ***Llengua i societat als territoris de parla catalana a l'inici del segle XXI***, Generalitat de Catalunya, Barcelona, 2007, 226 p  gina + cdrom
- ***Mil Dimonis***, revista infantil, APLEC, Perpinyà
- ***Pratiques et représentations du catalan***, Media Pluriel Méditerranée, Montpellier, 1998, 51 p  g.
- ***Pratiques et représentations du catalan***, Media Pluriel Méditerranée, Montpellier, 1998, 59 p  g. + ***Evolutions des langues régionales occitan 91/97, catalan 93/97***, 14 p  g.
- ***Promoure l'  s del català als ajuntaments***, Consell de la llengua catalana, Perpinyà, 2005, 57 p.
- ***Rapport d'  tude. Catalan. Pratiques et représentations dans les Pyrénées-Orientales***, M  dia Pluriel Méditerranée, Montpellier, 1993, 44 p  g.
- ***Vallespir. Revista cultural i literària***, Centre cultural català del Vallespir, Ceret
- « **II Congr  s Internacionals de la Llengua Catalana** » in *Sant Joan i Barres* n  97-99, GREC, Perpinyà, 1987, 86 p.

ENSEIGNEMENT

- BECAT Joan, « **L'ensenyament del català a Catalunya Nord. Models lingüístics i did  ctica**», IV Jornada de l'IEC a l'UCE de Prada, 23 d'agost del 2007, in

revista electrònica *SEU*, Delegació de l'IEC a Perpinyà.

- BERNAT Joan, « **La creació d'un centre pluridisciplinari d'estudis catalans a Perpinyà prolongament necessari de la Universitat Catalana d'Estiu** », pp. 5-6, in *Sant Joan i Barres*, n°45, GREC, Perpinyà, agost 1971, 32 p.
- BONET L., « **Les sections bilingues français-langue régionale et le cadre européen : nouvelles perspectives didactiques** », in *Trema* n°28, setembre 2007, IUFM de Montpellier, p. 114 a 124.
- BONET L., « **L'école française et les langues régionales** », in *Actes du colloque RedÒc-CEO, ETOIL, Études occitanes* n°3, PUM, Montpellier, 2007, p. 163-179.
- CAILLÍS-BONNET Florence, **Aspects théoriques, institutionnels, épistémologiques, didactiques et pédagogiques de l'enseignement bilingue dans les classes publiques paritaires de Catalogne du Nord**, memòria de màster 1 d'Estudis Catalans, Universitat de Perpinyà, CREC, sota la direcció de Joan Becat i el tutorat de Joan Peytaví Deixona, 95 p.
- DORANDEU Joan, **Le catalan de poche**, Assimil, 2004, 192 p.
- FRÉLAY Étienne, JOLY Jules, **Notre école au bon vieux temps. Dans les Pyrénées-Orientales**, Horvath, Le Coteau, 1990, 96 p.
- FRÉLAY Étienne, ROSSET Philippe, **Seconde République dans les Pyrénées-Orientales 1848-1851**, Arxius, Perpinyà, 1981, 167 p.
- GUAL Ramon, **Breu Antologia Catalana**, Terra Nostra, Prada, 1984, 178 p.
- LE BIHAN Joan Pere, «**Educació i llengua a la Catalunya Nord**», in *Reinventar l'ensenyament. Els reptes de l'educació pública catalana en l'era de la globalització*, CEPC, Barcelona, 2002, 125 p.
- MANAUT Laura, «**L'escola Arrels**», p. 117-120 in *Qui som els catalans del nord*, Associació Arrels, 1992, 221 p.
- MONÉS Jordi, PUJOL-BUSQUETS, «**L'ensenyament a la Catalunya del Nord**», in BORJA de RIQUER (dir), *Història dels Països Catalans. Cultura, història, política i societat*, volum 8, Enciclopèdia Catalana, 1995, pp 320-321.

- PETIT Jean, ***L'immersion, une révolution***, J  r  me Do Bentzinger   diteur, Colmar, 2001, 198 p.
- SOL   Joan, ***Ensenyar la llengua***, Empúries, Barcelona, 2003, 237 pàg., Biblioteca universal, 179
- SOLÉ Maria Dolors, «***L'ensenyament del català dins l'acadèmia de Montpeller***», in ***Trobadors***, Consell regional, 2n trimestre 2002, p  g. 10-11
- SOLÉ Maria Dolors, VALLS Miquela, VALLS Joan Lluís, Ara i aquí. Curs de català audio-visual 1 i 2, Terra Nostra n   58 i 59, Prada, 1986
- TORREILLES Philippe, DESPLANQUES E., « ***L'enseignement   l  mentaire en Roussillon*** », pp 145-398, in SASL, 36, 1895.
- VERDAGUER Pere, «***La situació de la llengua catalana en el Rosselló. Els problemes del bilingüisme i de l'ensenyament***», in *Bilingüisme i educació. 2n seminari*, p. 112-125, Publicacions de l'Institut de Ciències de l'Educació, Universitat de Barcelona, Teide, Barcelona, 1976.
- VERDAGUER Pere, ***Cours de langue catalane***, Barcino, Barcelona, 1988, 258 p.
 - **Arrels. 15 anys de lluites a Catalunya Nord**, Revista Terra Nostra n  71, Prada, 1991, 40 p
 - **Arrels, 25 anys. Una escola, una ràdio a Catalunya Nord ?**, Associació Arrels, Perpinyà, 2006, 30 p.
 - «**El català de l'aula als passadissos**», in *Escola Catalana* n  399, abril 2003
 - **Endavant doncs... Primer llibre de català**, CEDACC, Perpinyà, 1980, 172 p.
 - **Inform'APLEC**, Associació per a l'ensenyament del català, 1999
 - **Informa Plec 1**, febrer 1984, Perpinyà, 44 p  g.
 - **Informa Plec 2**, maig 1984, Perpinyà, 86 p  g.
 - **Informa Plec 3**, maig 1985, Perpinyà, 44 p  g.
 - **Informa Plec 4**, octubre 1985, Perpinyà, 92 p  g.

- **Informa Plec 5**, abril 1986, Perpinyà, 102 p  g.
- **Informa Plec 6**, maig 1987, Perpinyà, 107 p  g.
- **informaAplec**, gener 1995, Perpinyà, 4 p  g.
- **informAplec n  2**, nova   poca, juny 1995, Perpinyà, 81 p  g.
- **informAplec n  3**, nova   poca, gener 1996, Perpinyà, 39 p  g.
- **informAplec n  4**, nova   poca, juliol 1996, Perpinyà, 60 p  g.
- **Inform'APLEC**, tercera   poca, novembre 1999, Perpinyà, 145 p  g.
- **Inform'APLEC**, quarta   poca, juliol 2003, Perpinyà, 4 p  g.
- **La Bressola. 10 anys d'escola catalana a Catalunya Nord**, Barcelona, 1987, 95 pàgines
- **Realitat d'un somni. La Bressola**, Edicions de 1984, Barcelona, 2007, 205 p
- **Universitat Catalana d'Estiu (La). Prada 1968-1988**, Batlle M  nica, Gual Ramon, Verdaguer Pere (presentat per), Terra Nostra n  65, CREC, Prada 1988, 72 p.
- **1968-1993. 25 anys d'Universitat Catalana d'Estiu a Prada**, Batlle M  nica, Gual Ramon, Verdaguer Pere (presentat per), Terra Nostra n  85-86, CREC, Prada 1993, 200 p.
- **1968-2008. 40 anys d'Universitat Catalana d'Estiu a Prada**, Gual Ramon, Joan Maluquer (presentat per), Biblioteca de Catalunya Nord IX, Terra Nostra, CREC, Prada 2008, 304 p.

LES PAYS CATALANS

- ALDUY, FORT, BOURQUIN, Sala, Vives, Becat, Soler, Valls, ***Le peuple catalans (Les conférences du GRAO)***, Trabucaire, GRAO, Perpinyà, 2004, 141 p.
- ALMARCHA-PAR  S, Míriam, ***Migracions, llengua i ensenyament a Andorra***, Tesi de doctorat, desembre 2008, Universitat de Perpinyà, volum

1.612 p., 2 volums.

- ARACIL Lluís V., « **A Valencian dilemma** » in *Identity*, 24, 1966
- ARGELAGUET Jordi, **Règim lingüístic de Catalunya al nou estatut d'autonomia**, *Observatori de la llengua catalana*, Barcelona, 2004, 50 p.
- BADIA i MARGARIT Antoni Maria, **Llengua i cultura als Països Catalans**, Edicions 62, Barcelona, 1981, 190 p.
- BARGALLÓ Josep, **Què fem a Frankfurt ? La cultura catalana convidada d'honor a la Fira del Llibre 2007**, Institut Ramon Llull, Frankfurter Buchmesse, 2007, 83 p.
- BAULENAS Lluís Anton, **El català no morirà**, Edicions 62, Barcelona, 2004, 265 p.
- CAMPS Anna., MILIAN Marta (coord.), **Mirades i veus : recerca sobre l'educació lingüística i literària en entorns plurilingües**, Graó, Barcelona, 2008.
- CARIA Rafel, **Alguer. Llengua i societat (L')**, Editorial democràtica sarda Edes, Sàsser, 1990, 90 p.
- CASTELLÀ SURRIBAS Santiago, **Informe sobre l'aplicació per l'estat espanyol de la Carta europea de les llengües regionals o minoritàries en relació amb la llengua catalana**, Observatori de la llengua catalana, Barcelona, 2003, 87 p.
- CORBERA Jaume, Domènech Frances Xavier, Mayoral Joan, **L'Alguer. Imatge i paraula**, UIB, Obra Cultural de l'Alguer, Palma, 2000, 114 p.
- ESTEVE Alfons, **Nom, la unitat i la normalitat (El). Informe sobre el reconeixement del català com a llengua oficial i pròpia del País Valencià**, Observatori de la llengua catalana, Barcelona, 2005, 135 p.
- GABANCHO Patrícia, **El preu de ser catalans. Una cultura mil·lenària en vies d'extinció**, Meteora, Barcelona, 2007, 245 p.
- GIBERT, MURGADES, ADELL, JOAN Bernat, **Autoestima i Països Catalans**, La Busca, Barcelona, 2003, 110 p.
- GIMZENO BETI Lluís, **Els orígens de la llengua**, Bromera, Alzira, 2005,

147p.

- GIMENO Montserrat, **Mapes per l'estudi de la llengua catalana**, Generalitat de Catalunya, Barcelona, 1989, 62 p.
- LARREULA Enric, **Dolor de llengua**, 3i4, València, 2002, 403 p.
- MARTÍ Fèlix, CARDÚS Salvador, TRESSERRAS Joan Manuel, PUIGJANER Josep M., «**Dossier Perspectives lingüístiques a Catalunya**» pàg. 6-18, in *Marc de referències*, hivern 2002, Barcelona
- MARTÍ Pere (coord), **Països Catalans de la generació llibertat**, Columna, Barcelona, 1996, 241 p.
- MAS Josep À., **El morfema ideològic. Una anàlisi crítica dels models de llengua valencians**, Onada Edicions, Biblioteca La Nau 6, UPV, Benicarló, 2008, 228 p.
- MAYANS BALCELLS Pere, **Redescobrir l'Alguer**, Busca, Barcelona, 2002, 63 p.
- MIRA Joan Francesc, **Política i llengua al País Valencià**, Institució alfons el Magnànim, València, 1981, 160 p.
- MORAN Josep, RABELLA Joan Anton, **Primers textos de la llengua catalana**, Proa, Clàssics 1, Barcelona, 2001, 132 p.
- NINYOLES Rafael Lluís, **Conflicte lingüístic valencià**, València-Barcelona, Edicions 62, 1969.
- NINYOLES Rafael Lluís, **Idiome i prejudici**, Palma de Mallorca, Editorial Moll, 1971.
- PEYTAVÍ DEIXONA Joan, **Catalunya, terra d'integració : una lectura nord-catalana**, Generalitat de Catalunya, Perpinyà, 2007, 16 p.
- PLENS Jordi, **Ciutadans de Catalunya. Etnicitat, nacionalisme i llengua**, El Mèdol, Tarragona, 2003, 182 p.
- PONS PARERA Eva, **Català a Europa (El)**, Observatori de la llengua catalana, Barcelona, 2006, 115 p.
- PONS Eva, PLA Anna Ma, PARÉS Maria Josep, LOBO Clara, **Drets**

lingüístics com a drets humans (Els). El cas català, Observatori de la llengua catalana, Barcelona, 2004, 213 p.

- PONS Eva, ***Informe sobre la situació de la llengua catalana (2003-2004)***, Observatori de la llengua catalana, Barcelona, 2005, 289 p.
- ROVIRA Marta (dir), ***El català i la immigració. Anàlisi de l'oferta de cursos de català als immigrants adults extracomunitaris***, Mediterrània, Barcelona, 2004, 160 p.
- RUIZ Francesc, SANZ Rosa, SOLÉ CAMARDONS Jordi, ***Història social i política de la llengua catalana***, 3i4, València, 1997, 234 p.
- SOLÉ CAMARDONS Jordi, ***Sobirania lingüística catalana***, La llar del llibre, Barcelona, 1991, 203 p.
- SOLÉ CAMARDONS Jordi, ***Llengua que ens va parir (La). Set pensadors a la recerca del català***, Dux , Barcelona, 2007, 151 p.
- SOLÉ Carlota (dir.), ***Capitals lingüístics i empreses. Racionalitat de l'extensió social de l'ús del català davant dels nous reptes d'organització social***, IEC, Treballs de la Secció de Filosofia i Ciències Socials, XL, Barcelona, 2008, 321 pàg.
- STRUBELL Miquel, ***Treballs de sociolingüística catalana 8***, Grup català de sociolingüística, València, 1990, 144 p.
- VALLVERDÚ Francesc (dir), ***Treballs de sociolingüística catalana 8***, València, 1990, 144 p.
- VENY Joan, ***Els parlars catalans***, Raixa, Palma, 1987, 248 p.
- VENY Joan, ***Llengua històrica i llengua estàndard***, Universitat de València, València, 2001, 268 p.
- VENY Joan, ***Petit atlas lingüístic del domini català***, IEC, Barcelona, 2007, 182 p.
- « **Andorranitat (L')**. 21a Diada Andorrana a la XL Universitat Catalana d'Estiu. 23 d'agost del 2008. Prada », Societat Andorrana de Ciències, Andbanc, 2009, 240 pàg.

- ***Atles dels Països Catalans***, Geo estel, Barcelona, 2000, 83 p.
- ***Fronteres i mil  lenis (De) : la Franja, any 2001***, IEC, Barcelona, 2003, 159 p.
- ***Llengua nacional***, revista, SANGLES MOLES Ramon (dir), revista, Associació Llengua Nacional, Barcelona
- ***Lletres***, revista del Grup del Llibre dels Països Catalans, Barcelona
- ***Revista de llengua i dret***, Duarte Monserrat Carles (dir.), Generalitat de Catalunya, Barcelona.
- ***Revista Serra d'Or***, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Barcelona

LANGUES

- ANDELILAH-BAUER Barbara, ***D  fi des enfants bilingües (Le)***, La Découverte, Paris, 2006, 189 p.
- ARGEMÍ Aureli, ***Monoling  isme, bilingüisme i plurilingüisme a Europa***, Ketres, Barcelona, 1996, 32 p.
- BADIA CAPDEVILA Ignasi, ***Diccionari de les llengües d'Europa***, Enciclopèdia Catalana, Barcelona, 2002, 286 pàg.
- BECAT Joan, « **La Charte Européenne et les droits linguistiques en France**. Points remarquables, sous la perspective des droits linguistiques, de la polémique sur la constitutionnalité de la signature par le gouvernement français de la Charte Européenne des Langues régionales ou minoritaires», comunicaci   abril 2000 en IV Symposium International des langues européennes et des législations : nouvelles législations linguistiques dans l'Union Européenne, organitzat pel Consell Regional de la Vall d'Aosta i el CIEMEN, in revista electr  nica *RECERC*, n  3, del Centre de Recerques en Estudis Catalans, Universitat de Perpinyà, 20 p.
- BENOIT-ROHMER Florence, ***Les langues officieuses de la France***, Presses Universitaires de France, *Revue Française de Droit Constitutionnel*, 2001/1 - n   45, en l  nia a www.cairn.info

- BONNEMASON Jean, ***Langues de France (Les)***, Publications de l'École Moderne Française, 1993, 48 p.
- BOYER Henri, ALÉN GARABATO Carmen (dir.), ***Les langues de France au XXIème siècle : vitalité sociolinguistique et dynamiques culturelles***, L'Harmattan, 2007
- BOYER Henri, ***Introduction à la sociolinguistique***, Dunod, Paris, 2001, 104
- BOYER Henri, ***Langue et identité. Sur le nationalisme linguistique***, Lambert-Lucas, Llemotges, 2008, 98 pàg.
- BRETON Roland, « **Linguicide à l'école, crimes d'État** », in *Le Monde de l'éducation* i revista *Fédéchoses*, « **Pour le fédéralisme** », 3è trimestre 2001, n° 113.
- BRETON Roland, ***Géographie des langues***, PUF, Paris, 1983, 127 p.
- BROUDIC Fañch, ***Parler breton au XXIe siècle***, Emgleo Breiz.
- CALVET Louis-Jean, ***Linguistique et colonialisme***, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 2002 (1974), 328 p
- CALVET Louis-Jean, ***Pour une écologie des langues du monde***, Hachette Littératures, Paris, 2005, 294 p.
- CALVET Louis-Jean, ***La guerre des langues et les politiques linguistiques***, Plon, 1999
- CARCASSONNE Guy, ***Étude sur la compatibilité de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la Constitution***, 1998
- CARRER, DAUMER, DENEZ, KRESS, ELEGOT, VIOLETTE, ***Permanence de la langue bretonne. De la linguistique à la psychanalyse***, Institut Culturel de Bretagne, Roazhon, 1986, 150 p.
- CAVALLI-SFORZA Luca, ***Gènes, peuples et langues***, Odile Jacob, Paris, 1996, 322 p.
- CERQUIGLINI Bernard (dir.), ***Les langues de France***, PUF, Paris, 2003, 446p.
- CERQUIGLINI Bernard, ***El naixement de la llengua francesa***, Edició

catalana i estudi introductori de Jordi Mascarella i Tovira, *Veus del temps* n°6, UdG, CCG Edicions, Girona, 2009, 158 p.

- CERQUIGLINI Bernard, ***Les langues de la France. Rapport au ministre de l'éducation nationale***, 1999
- CERQUIGLINI Bernard (dir.), ***Langues et cité, bulletin de l'observatoire des pratiques linguistiques***, n°2, setembre 2003, Ministeri de Cultura i Comunicació, 12 pàg.
- CERTEAU Michel de, JULIA Dominique, REVEL Jacques, ***Une politique de la langue. La Révolution française et les patois : l'enquête de Grégoire***, Folio Histoire 117, Gallimard, Paris, 2002, 472 p.
- CONILL J. Josep, ***Del conflicte lingüístic a l'autogestió: materials per a una sociolingüística de la complexitat***, IEC, Barcelona, 2007, 220 p.
- COSTA COSTA Miquel (edit), ***Política i planificació lingüística a la Unió Europea***, Editorial Mediterrània Eivissa, Eivissa, 2006, 301 p.
- DALGALIAN Gilbert, ***Enfances plurilingues. Témoignage pour une éducation bilingue et plurilingue***, L'Harmattan, Paris, 169 p.
- DUVERGER Jean, ***L'enseignement en classe bilingue***, Hachette, Paris, 2005, 139 p.
- ÉTIENNE Bruno, GIORDAN Henri, LAFONT Robert, ***La temps du pluriel. La France dans l'Europe multiculturelle***, Éditions de l'Aube, 1999, 116 pàg.
- GEIGER-JAILLET Anémone, ***Le bilinguisme pour grandir. Naître bilingue ou le devenir par l'école***, Col. Espaces Discursifs, L'Harmattan, Paris, 2005, 251 pàg.
- GIORDAN Henri, ***Par les langues de France***, Centre Pompidou, 1984, 102 p.
- GIORDAN Henri, LOUARN Tangi (dir.), ***Les langues régionales ou minoritaires dans la République***, IEO éditions, Pour Que Vivent Nos Langues, Bureau Européen pour les Langues moins Répandues, Castres, 2003, 105 p.
- GOETSCHY Henry, SANGUIN André-Louis (dirs), ***Langues régionales et relations transfrontalières en Europe***, L'Harmattan, Paris, 1995, 318 p.

- GRIFFON Yves, ***La langue bretonne et l'école républicaine. Témoignages de mémoralistes***, CRBC Rennes 2 Université Européenne de Bretagne, 2008, 202 p.
- GUIRAUD Pierre, ***Patois et dialectes français***, PUF, Paris, 1968, 128 p.
- HAGÈGE Claude, ***L'enfant aux deux langues***, Odile Jacob, Paris, 1996, 298
- HAGÈGE Claude, ***Halte à la mort des langues***, Odile Jacob, Paris, 2000, 402 p.
- HAMMEL Étienne, GARDY Philippe, ***L'occitan en Languedoc Roussillon***, Trabucaire, Perpinyà, 1994, 204 p
- HÉLOT Christine, ***Du bilinguisme en famille au plurilinguisme à l'école***, Espaces Discursifs, L'Harmattan, Paris, 2007, 282 pàg.
- JULIÀ-MUNÉ Joan, ***Pompeu Fabra i l'entorn lingüístic europeu***, Fundació UCE, Barcelona, 2009, 48 p.
- LAFONT Robert, ***Histoire et anthologie de la littérature occitane 1***, Presses du Languedoc, Montpellier, 1997, 274 p.
- LAGARDE Christian, ***Identité, langue et nation. Qu'est-ce qui se joue avec les langues ?***, Trabucaire, Perpinyà, 2008, 207 p.
- LAGARDE Cristian, BURBAN Chrystelle, ***L'école, instrument de sauvetage des langues menacées? Actes du colloque du 30 septembre et 1er octobre 2005, Université de Perpignan, CRILAUP, PUP, 2007***
- LÉOUTRE Gilbert (dir.), « ***Langues régionales et l'Europe (Les)*** », in *Revue internationale d'éducation Sèvres* n°3, Sèvres, 1994, 139 pàg.
- LE BOËTTÉ Isabelle, « ***Langue bretonne et autres langues : pratique et transmission*** » in *Octant* n°92, gener 2003, p. 18-22
- LICHAU I., LERALU C., « ***De la difficulté d'être nationale...*** », in *Éducation et sociétés plurilingues* n°12, juny de 2002, pàg. 19-23.
- LOYER Barbara, « ***Langues nationale et régionales : une relation géopolitique*** », i *Hérodote*, p 15-37,
- LIEUTARD Hervé, VERNY Marie-Jeanne, editors, ***L'école française et les***

- langues régionales, XIX   – XX   siècle*, Presses Universitaires de la Méditerranée, col. «   tudes occitanes », Universitat Paul Valéry, 2008.
- MAR   Isidor, *Plurilingüisme europeu i llengua catalana*, Universitat de València, València, 1996, 221 p.
 - MAR   Isidor, *Mundialització, interculturalitat i multilingüisme*, Lleonard Muntaner Editor, Palma de Mallorca, 2006, 221 pàg.
 - MARTÍ CASTELL Joan, MESTRES SERRA Josep M. (cura), *Llengües i les cultures en el procés de globalització de la societat de la informació (Les)*. (Actes del curs del CUIMPB 2001), IEC, Barcelona, 2002, 204 p.
 - MARTEL Philippe, *L  cole française et l'occitan. Le sourd et le b  gue*, Presses Universitaires de Méditerranée, Paul Valéry, Montpellier, 2007, 15  
 - MASSIP   ngels (coord.), *Llengua i identitat*, col. Universitat 44, Publicacions i Edicions de la Universitat de Barcelona, Barcelona, 2008, 150 pàg.
 - MOLL   Toni (ed.), *Llengües globals, llengües locals*, Bromera, Alzira, 2002, 182 p.
 - MOLL   Toni, *Manual de sociolingüística*, Bromera, Alzira, 2002, 246 p.
 - MONTOYA Brauli, *Normalització i estandardització*, Bromera, Alzira, 2006, 140 p.
 - NETTLE Daniel, ROMAINE Suzanne, *Veus que s'apaguen. La mort de les llengües del món*, traducció de l'angl  s per Joan Cortadellas i Joan Ferrer (*Vanishing Voices. The Extinction of the World's Languages*, 2000), Veus del temps n  2, UdG, CCG Edicions, Girona, 2004, 321 p.
 - NORTH Xavier (dir.), «*Plurilinguisme et migrations*», in *Langues et cit  . Bulletin de l'observatoire des pratiques linguistiques*, n  13, DGLFLF, Paris, novembre 2008
 - NORTH Xavier (dir.), «*Des hommes, des langues, des pratiques*», in *Langues et cit  . Bulletin de l'observatoire des pratiques linguistiques*, n  14, DGLFLF, Paris, juliol 2009, 12 p  g.
 - NORTH Xavier (dir.), «*Références 2009*», in *Les langues de France*, DGLFLF, Paris, juliol 2009, 6 p  g.

- Ó MAILLE Tomàs, **Status of the irish language**, Bord na Gaeilge, Dublín, 1990, 84 p.
- OFFICE PUBLIC DE LA LANGUE BASQUE, Gobierno Vasco, **La situation de la langue basque / Euskararen egoera Iparraldean**, Baiona, 2008, 18 p.
- OTTAVI Pascal, **Le bilinguisme dans l'école de la République ?** Ajaccio, edicions Albiana, 2008, 600 p.
- PETIT Jean, **L'Alsace à la reconquête de son bilinguisme**, Nouveaux cahiers de l'allemand, CDDP, Nancy, 1993, 85 p.
- POIGNANT Bernard, **Langues et cultures régionales. Rapport au premier ministre**, 1998
- PUIG MORENO Gentil i altres, « **Problèmes de glottopolitique** », in *Cahiers de linguistique sociale*, n° 7, 1985, p. 83.
- PUYEO Miquel, TURULL Albert, **Diversitat i política lingüística en un món global**, Pòrtic, UOC, Barcelona, 2003
- RUIZ SAN PASCUAL Francesc, SANZ RIBELLES Rosa, SOLÉ CAMARDONS Jordi, **Diccionari de sociolingüística**, Enciclopèdia Catalana, Barcelona, 2001, 331 p
- SALLES-LOUSTAU Jean, « **Les politiques linguistiques éducatives en France** », in *Enseigner en classe bilingue*, Actes de l'Université d'Automne, IUFM d'Alsàcia, 24-27 oct. 2002, col·lec. *À propos de...* MEN, DES, 19-24
- SCHAFFNER François (dir), **Land un Sproch. Les cahiers du bilinguisme**, revista, Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle, Estrasburg
- SIBILLE Jean, **Langues régionales (Les)**, Flammarion, Dominos n°220, Paris, 2000, 128p.
- TERAL Hervé, **Antonin Perbosc. Les langues de France à l'école et quelques autres textes sur la question**, Edicions del Trabucaire, Perpinyà, 2006, 214 p.
- TERAL Hervé, **La langue d'oc devant l'école (1789-1951)**, Puylaurens, IEO/IDECO, 2005, Préface de Robert Lafont.

- TOZZI Michel, ***Apprendre et vivre sa langue***, Syros, París, 1984, 215 p.
- TRUCHOT Claude (dir.), ***Le Plurilinguisme européen***.
- TUSON Jesús, ***Patrimoni natural. Elogi i defensa de la diversitat lingüística*** Empúries, Barcelona, 2004, 110 p.
- VERMES G., ***Vingt-cinq communautés linguistiques de la France. Tome 1 : Langues régionales et langues non territorialisées***, París, 1988.
- VETTER Eva, ***Plus de breton ?***, Éditions An Here, Le Relecq-Kerhuon, 1999, p. 28. cita Henri Boyer sobre noció de « conflicte lingüístic ».
- VILA MENDIBURU Ignasi, SIGUAN SOLER Miquel, ***Bilingüisme i educació***, UOC, Proa, Barcelona, 1998, 100 p.
- WALTER Henriette, ***L'aventure des langues en Occident***, Robert Laffont, París, 2006, 498 p.
- WOLFF Philippe, ***Les origines linguistiques de l'Europe occidentale***, Publications de l'Université de Toulouse-Le Mirail, Tolosa, 1982.
- ***Actes des 1^{ères} Assises nationales des langues de France***, Ministère de la culture et de la communication, 2003, 66 p.
- Actes des XIII Rencontres interrégionales des langues et cultures régionales, Editions Salde, Estrasburg, 2005, 200 p.
- Actes des XVII Rencontres interrégionales des langues et cultures régionales, ***Structuration des politiques publiques en faveur de la langue régionale***, Kanbon / Cambo, 7-10 nov. 2007, organitzador : Syndicat Intercommunal pour le Soutien à la Culture Basque.
- Actes du Colloque ***La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la France. Quelle(s) langue(s) pour la République ? Le dilemme « diversité / unicité »***, 11-12 abril 2002, Éditions du Conseil de l'Europe, Langues régionales ou minoritaires n°4, Estrasburg, 2003, 147 p.
- ***Cap a on va la sociolingüística ?***, IEC, Barcelona, 2006, 121 p.
- ***Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et rapport***

- explicatif**, Conseil de l'Europe, Estrasburg, 2000, 64 p.
- **Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la France (La)**, Conseil de l'Europe, Estrasburg, 2003, 147 p.
 - **Colloque de la FLAREP**, actes annuels.
 - FLAREP, **Plurilinguisme et langues régionales au coeur de l'Europe. Actes 21e colloque**, 27-29 oct. 2007, a l'Écomusée d'Alsace, Ungersheim, Association Eltern 68, Colmar, 2008, 68 p.
 - FLAREP, DELOBEL Thierry (pdt), **Enseignement bilingue français / langues régionales. Données chiffrées**, 22e Colloque FLAREP, Sant Africa, 25-27 oct. 2008, 71p.
 - *Hérodote*, n° 95, 4t trimestre 1999, « **Nationalismes régionaux en Europe** ».
 - **Langues régionales : langues de France, langues d'Europe**, Actes de la journée d'étude organisée par la Bibliothèque publique d'information au Centre Georges Pompidou, Hervé Gu i l l o r e l, Anthony Lodge, Pierre Encrevé, Je a n - Marie Woehrling, Jacques Fusina, Andrew Lincoln, Bernard Oyharçabal, Jean Salles-Loustau, Claire Torreilles Paris, le 30 janvier 1999, 61 pàg.
 - *Lengas* , numéro 54, « **Occitanie, Corse, Roumanie. Aspects oraux ou écrits du conflit linguistique dans la Romania** », GARDY Philippe (dir.), 2003, 278 p.
 - *Lengas* , numéro 58, « **Émergence, effacements et résistance de l'occitan (XIème – XXème siècles)** », 2006, 286 p.
 - *Lengas*, n° 59, « **La charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la territorialité linguistique** », 2006, 218 p.
 - *Lengas* , numéro 61, « **Le mythe du dernier locuteur** », 2007, 176 p.
 - *Lengas* , numéro 63, « **Effacement et renaissance de l'occitan — 'Petites langues' d'Europe (2) : le gallois — L'enquête sociolinguistique** », 2008, 184 p.

- *Lengas* , numéro 65, « **L'occitan et le Catalan à l'école** », LIEUTARD Hervé, VERNY Marie-Jeanne, a parèixer.
- **Sèvres**, *Revue Internationale d'éducation*, n°3, « **Les langues régionales et l'Europe** », Centre international d'études pédagogiques, Nancy, 1994, 141 p.

LINGUISTIQUE

- ARMANDE-LAPIERRE Odile, ROBINSON Annie, **Zété kréyòl. Cycle III**, Ibis Rouge Éditions, Guaiana, 2004, 109 p.
- BARTHÉLÉMI Georges, **Dyksyonèer pratik kréol gwiyané fransé**, Ibis Rouge Éditions, 1995
- BERNABÉ Jean, **La graphie créole**, Ibis Rouge Editions, PUC - GERECE-F, Martinica, 2001, 142 p
- BOYSSON-BARDIES Bénédicte de, **Langage, qu'est-ce que c'est ? (Le)**, , , Paris, 2003, 239 pàg.
- CALVET Louis-Jean, **Essais de linguistique. La langue est-elle invention des linguistes?**, Plon, 2004
- CALVET Louis-Jean, **Le marché aux langues. Essai de politologie linguistique sur la mondialisation**, Plon, 2002
- CALVET Louis-Jean, **Les voix de la Ville. Sociolinguistique urbaine**, Payot, 1994.
- CANDELIER Michel, LOANNITOU Gina, OMER Danielle, VASSEUR Marie-Thérèse (dirs), **Conscience du plurilinguisme. Pratiques, représentations et interventions**, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2008, 277 pàg.
- CATALAN Sonia, **Sa moun ka di. Expressions et proverbes créoles**, Ibis Rouge Éditions, Matoury, 2006, 103 p.
- DÉSIÉ Aude, **Le créole guyanais de poche**, Assimil évasion, Chennevière sur Marne, 2006, 148 p.

- **Dikté kréòl-a**, GERIC, APECLAR, RAKABA, 1995
- DANON-BOILEAU Laurent, **Des enfants sans langage**, Odile Jacob, Paris, 2002, 284 p.
- DINGUIOU Tom, **Méthode de lecture busikonde**, Campus Services (imp.), 60 p.
- DUVILLIÉ Rebecca, **Petit dyslexique deviendra grand**, Marabout, 2007, 218p.
- ÉTIENNE Bruno, GIORDAN Henri, LAFONT Robert, **Le temps du pluriel. La France dans l'Europe multiculturelle**, Éditions de l'aube, 1999, 115 p.
- HOMBERT Jean-Marie, **Origines des langues et du langage (Aux)**, Fayard, Paris, 2006, 514 p.
- JADFARD Roseline, **Kréol. Guide pratique de conversation en créole guyanais**, Ibis Rouge Éditions, Guaiana, 2001, 119 p.
- MAÏS Jean-Luc, **Dictionnaire aluku - Aluku tongo buku**, Éditions SEDRAP, 2002 (?), 144 p.
- N'DAGANO Biringanine, BLÉRARD-N'DAGANO Monique, **Introduction à la littérature guaynaise**, CDDP Guyane, 1996
- PETIT Jean, **Au secours, je suis monolingue et francophone ! Étiologie et traitement d'un syndrome de sénescence précoce et d'infirmité acquisitionnelle**, Presses Universitaires de Reims, Publications du Centre de Recherche en Linguistique et Psychologie Cognitive, Reims, 1992, 291 p.
- RICHARD Nathalie, «La scolarisation en école bilingue : handicap ou atout pour éviter les troubles du langage ?», in *Plurilinguisme et langues régionales au coeur de l'Europe. Actes 21e colloque*, 27-29 oct. 2007, FLAREP, à l'Écomusée d'Alsace, Ungersheim, Association Eltern 68, Colmar, 2008, 68 p.
- SAINT-QUENTIN Auguste de, **Étude sur la grammaire créole**, 1872
- SIFRE Manuel, **Llengua i dialectes**, Bromera, Alzira, 2005, 121 p.
- SHIME - Le Shimaorais Méthodique (Associació), **Undeuxtrosaire en kibushi - Ri isaka nin-fivulanana kibushi kimaore**, 2008, Mayotte, 16 p.

- SHIME - Le Shimaorais Méthodique (Associació), **Abécédaire en shimaorais - Alifube ya shimaore**, 2008, Mayotte, 28 p.
- WOLFSON Louis, **Le Schizo et les langues**, Paris, Gallimard, 2009 (1970), 268 p.

AUTRES

- BRAUDEL Fernand, **L'identité de la France**, Arthaud, Flammarion, Paris, 1986, 368 p.
- CITRON Suzanne, **L'histoire de France autrement**, Éditions de l'atelier, Paris, 1995, 242 p.
- LAFONT Robert, **Petite istòria europea d'Occitània**, Trabucaire, Perpinyà, 2003, 245 p.
- LÉON Antoine, **Histoire de l'enseignement en France**, PUF, Paris, 1977, 128 p.
- MIALARET Gaston, **Les sciences de l'éducation**, PUF, Paris, 1991, 127
- MONTCUSÍ Albert, **Fronteres, identitats nacionals i integració europea**, Afers, UdV, València, 2005, 255 p.
- PONS, COMES, **Espais, cultures i migracions. Ciències socials**, Vicens Vives, Barcelona, 1997, 61 p.
- RAVIS-GIORDANI Georges (dir), LACLAU Alexandra, **Atlas ethnohistorique de la Corse**, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, Paris, 2004, 253 p.
- ROQUETA Ives, **Histoire des pays de langue occitane - Istòria dels païses de lenga occitana**, Photo Jeunesse, documents, 129 p.
- ROULAND Norbert, **État français et le pluralisme (L'). Histoire politique des institutions de 476 à 1792**, Odile Jacob, Paris, 1995, 377.
- WEBER Eugen, **La fin des terroirs**, Fayard, Paris, 1983, 840 p.

- **Webographie**

Au moment d'achever cette partie de la bibliographie, je me rends compte que la recherche que je voulais présenter ici, une espèce de bibliographie de sites internet où trouver des références, n'a guère de sens. La forme traditionnelle de présenter les données bibliographiques ne cadre pas avec le caractère très rapide et extrêmement dynamique de la technologie de l'internet. Et même l'outil que nous utilisons tous aujourd'hui devrait nous faire poser la question de la manière d'envisager la recherche.

En effet, l'immensité des ressources accessibles et leur caractère mouvant devrait impliquer un changement dans la forme de présenter les informations, dans les objectifs mêmes à atteindre lorsqu'on se propose une réflexion sur un sujet donné. Une partie des données qu'il est possible d'obtenir et de mobiliser le sont effectivement à travers l'internet (de nombreuses illustrations de mon travail, même si j'en avais connaissance par des documents papier, sont beaucoup plus faciles à récupérer et à traiter sous forme de sélections d'images ou de copies de ressources disponibles sur la toile. Mais en même temps, leur dimension virtuelle peut poser problème.

Sans prétendre donc résoudre la question, je m'interroge sur la manière la plus adéquate d'articuler la nouvelle technologie aux objectifs d'une recherche. Je crains même que le fait de n'être pas parti d'emblée de la base des ressources d'internet pour travailler la question des langues régionales ne débouche sur un résultat quelque peu distorsionné.

Peut-être les recherches du XXI^{ème} siècle devraient-elles se présenter sous forme de bases de données interactives, avec moteurs de recherche intégrés et links directs avec les ressources de la toile. Cette question en tous cas génère l'envie de reprendre la recherche, de la reformater via des moyens et des méthodes de fonctionnement plus adaptées aux réalités scientifiques de la société actuelle.

Table des matières

VOLUME 1

0 – Introduction et mise au point terminologique

I – L'identité catalane en Catalogne Nord

I.A.1 – Pourquoi parlons-nous de « Catalunya Nord » ?

I.A.2 – La représentation du département

I.A.3 – La région méconnue

I.B – Les symptômes de la catalanité aujourd'hui

II – La situation de la langue catalane

Parcours personnel

Éléments de démographie

II. A – Les cadres légaux du catalan dans les Pays Catalans

II. A. 1 – Le catalan officiel en Andorre

II. A. 2 – Le catalan coofficiel en l'Espagne

II. A. 3 – Le catalan protégé en Italie

II. A. 4 – Le catalan sans protection en Murcie et en France

II. B – Le cadre légal français

II.B.1 – Les bases historiques

II.B.2 – Les traités internationaux

II.B.3 – La constitution

II.B.4 – La loi sur l'emploi du français

II.B.5 – Législation, réglementation dans l'enseignement

a – Lois, *arrêtés*, décrets

b – Circulaires ministérielles

c – Circulaires académiques

d – Conventions

II. C – Éléments de sociolinguistique

La connaissance du catalan dans les Pays Catalans

Les étapes de la substitution

II.C.1 – El catalan

II.C.1.a – Enquêtes générales

II.C.1.b – Enquêtes ponctuelles

II.C.1.c – Enquêtes à venir (ifct, université, département)

- Connaissance et emploi par les étudiants de l'IFCT
- Connaissance et emploi à l'Université
- Connaissance et emploi en Catalogne Nord

II.C.1.d – Le catalan dans les médias de Catalogne Nord

II.C.1.e – Douleur de langue

II.C.2 – Autres langues

II.C.2. a – Basque

II.C.2. b – Breton

II.C.2.c – Corse

II.C.2.d – Occitan

II.C.3 – Évolution des mentalités

III - L'enseignement du catalan

III.A - L'enseignement du catalan dans les autres Pays Catalans

III.A.1 - Andorre

III.A.2 – Îles Baléares

III.A.3 – Pays Valencien

III.A.4 – Catalogne autonome

III.A.5 – Frange de Ponant

III.A.6 – L'Alguer

III.B - Histoire récente de l'enseignement du catalan en Catalogne Nord

III.B.1 – Le modèle linguistique

III.B.2 – Les premiers pas

III.B.3 – Les écoles catalanes associatives

III.C - Situation de l'enseignement du catalan

III.C.1 - Les chiffres de la demande

III.C.2 - Enseignement bilingue

III.C.3 - Enseignement extensif

a) en primaire

b) en secondaire

III.C.4 -Enseignement universitaire et formation des enseignants

VOLUME 2

IV - L'enseignement des langues régionales en France

IV.A – Dyslexie et bilinguisme

IV.B – Les dialectes d'oïl ne sont pas des langues régionales

IV.C – Allemand d'Alsace - Francique de Moselle

IV.D – Basque

IV.E – Breton

IV.F – Corse

IV.G – Flamand

IV.H – Franco-provençal / savoyard

IV.I. – Occitan

V - Propositions pour une politique linguistique du catalan en Catalogne Nord

V.A – L'emploi de la langue

a – Ville de Perpignan

b – Département

c – Catalanophonie

V.B – L'enseignement de la langue

VI – Bilan et perspectives

VII – Bibliographie

VIII – Annexes

IX – Table des illustrations

X – Table des matières

Table des Annexes

ANNEXE I

- Page 30 de *La Semaine du Roussillon* n°668, del 5-11/3/2009 588
- Article du *Midi Olympique* sur la finale de l'USAP. 589

ANNEXE II.A

- Extrait de la Constitution d'Andorre : article 2. 591
- Loi relative à l'emploi de la lingua officielle de la Principauté d'Andorre 592
- Règlement relatif à l'emploi de la lingua officielle d'Andorre dans les
organismes públics (en català i francès) 605
- Règlement intérieur de l'ONU en matière de langues officielles et de travail 624
- Discours d'Òscar Ribas, chef du Gouvernement d'Andorre à l'ONU, le 28
juillet 1993 625
- Extrait de la Constitution espagnole (en castillan). 627
- Extrait du Statut d'autonomie de la Principauté de Catalogne (révisé en 2006) 628
- Extrait du Statut d'autonomie des Îles Baléares. 630
- Extrait du Statut d'autonomie du Pays Valencien 632
- Loi de politique linguistique de Catalogne 634
- Loi de normalisation linguistique des Îles Baléares 655
- Loi relative à l'emploi et à l'enseignement du valencien (en catalan et français) 665
- Resolution du Parlement européen sur le catalan, 1990 686
- Conclusions du Conseil européen sur l'emploi d'autres langues que les officielles 688
- Accord du Conseil de l'UE avec l'Espagne sur l'emploi d'autres
langues que les officielles 690
- Accord de la Commission européenne avec l'Espagne sur l'emploi d'autres
langues que les officielles 693
- Loi régionale de *Promozione e valorizzazione della cultura e della
lingua della Sardegna*, de 1997 696
- Loi italienne de *Tutela de le minorie linguistiche*, del 1999. 709

ANNEX II.B

- Extrait de la Loi Toubon, Loi relative à l'emploi de la langue française 715
- Liste des textes officiels relatifs à l'enseignement des langues régionales
et du catalan : en vigueur et anciens 716

- Chronologie du cadre légal relatif à l'enseignement du breton	719
- Arrêt du Conseil d'État des 28 et 29.11.02 contre l'enseignement bilingue et par "immersion" en langues régionales	725
- BOEN Special ENCART B.O. n°33 du 13-09-2001 Langues régionales	728
- BOEN n°24 du 12-06-2003 Instructions pédagogiques Enseignement bilingue	751
- Encart B.O. n° 19 du 9 mai 2002 Langues régionales Enseignement bilingue	753
- Arrêté du 27 décembre 2007 portant modification de l'arrêté du 25 juillet 2007 fixant les programmes de langues régionales pour l'école primaire	760
- Projet pédagogique de l'école Arrels	761
- Lettre de l'IA Clarimont aux PE bilingues	770
- Loi Deixonne 51-46 de l'11 janvier 1951	771
- Convention Alsace 2007-2013	779
- L'éducation bilingue en Alsace. Information du CG68	791
- Circulaire 84-047 du 3/2/1984 Examens d'aptitude à l'enseignement de langues Régionales	808
- Arrêté du 15 avril 1988. BOEN n° 17, 5 mai 1988. « Les programmes de langues régionales des lycées ».	810
- Discours du ministre Alain Savary à Montauban, 20 octobre 1981	813
- Circulaires Savary de 1982, 1983 sur l'enseignement des langues régionales	816
- Circulaire Bayrou de 1995 sur l'enseignement des langues régionales	828
- Circulaire rectoriale de l'académie de Montpellier 2007	833
- Circulaire rectoriale de Tolosa 2009 et 1999	838
- Circulaire académique des Bouches du Rhone de 2002	860
- Circulaire rectoriale sur l'enseignement de l'occitan dans l'académie de Montpellier, 2005	865
- Programme de performance 2007-2010 de la Mission langue régionale de l'Inspection académique des Bouches du Rhone	868
- Convention IA-CG Finistère pour le breton 2000	862
- Convention additionnelle État-Corse 2007-2013	895
- Convention État-Conseil Général P-A 2004	898
- Avis du CESR Aquitaine sur une Convention pour l'occitan, 2008	904

ANNEXE II.C

- Les étapes de la francisation : BERNARDÓ Domènec J., « Langue, société et espace en Catalogne du Nord », pp. 153-170, in <i>Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest</i> , tom 48, fascicle 2, Tolosa, 1977	906
- Extrait (p.70) de MARTEL Philippe in « Les langues de France et l'Europe »,	

pp. 63-74, in « <i>Langues régionales et l'Europe (Les)</i> », in <i>Revue internationale d'éducation Sèvres</i> n°3, LÉOUTRE Gilbert (dir.), Sèvres, 1994, 139 pàg.	907
--	-----

ANNEXE III

- Bilan de la Convention État-Alsace 2000-2006 pour la langue régionale	908
- Aménagements pour un PAI Dyslexie	910
- Prospectus de presentation de la FLAREP	911
- Bulletin de la Bressola	912
- Données relatives à l'enseignement des langues régionales de la DGLFLF	922
- Professeurs de catalan	935
- Enquête de l'Inspection Académique PO sur bilinguisme, 1995, publié dans <i>La situació del català a França</i> , Joan Becat, IEC, 2000.	938

ANNEXE V

- Charte du Conseil Général de Catalogne Nord en faveur de la langue catalane	945
- Presentation de l'OPLB	948
- Plan stratégique pour l'enseignement du catalan en Catalogne Nord	957